

**Assemblée générale**

Distr. générale
3 mai 2022
Français
Original ; anglais

Soixante-seizième session

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Observations et recommandations sur les questions
concernant les opérations de maintien de la paix
en général****Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires****Table des matières**

	<i>Page</i>
Abréviations.	2
I. Introduction	3
II. Rapports du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix	3
A. Observations et recommandations générales	3
B. Planification, budgétisation et gestion financière	7
C. Autres questions concernant les opérations de maintien de la paix en général	28
III. Conclusion	39
Annexes	
I. Rapports examinés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires portant sur des questions relatives au maintien de la paix	40
II. Engagements non réglés par mission	42
III. Ressources demandées pour l'exercice 2022/23 par catégorie de dépenses, par rapport aux exercices 2020/21 et 2021/22	48
IV. Coefficients d'ajustement	50



Abréviations

AMISOM	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie
ATMIS	Mission de transition de l'Union africaine en Somalie
BANUS (anciennement UNSOA)	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (anciennement Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie)
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CSRE	Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TIC	Technologies de l'information et des communications
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport les observations et les recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général. Le Comité y aborde également les questions soulevées dans les rapports du Secrétaire général relatifs au maintien de la paix, y compris dans son dernier rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/76/717). Les observations du Comité sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2021 [A/76/5 (Vol. II)] et le rapport correspondant du Secrétaire général (A/76/723) figurent dans son rapport sur la question (A/76/735).

2. La liste des rapports relatifs au maintien de la paix que le Comité consultatif a examinés au cours de sa session d'hiver de 2022 figure à l'annexe I du présent rapport. Aux fins de son examen des questions concernant les opérations de maintien de la paix en général, le Comité a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 22 avril 2022.

II. Rapports du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix

A. Observations et recommandations générales

3. Conformément à la résolution 59/296 de l'Assemblée générale, le rapport annuel du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix donne un aperçu général des aspects financiers et administratifs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹. Dans son rapport (A/76/717), le Secrétaire général fournit un récapitulatif de l'exécution des budgets de ces opérations pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, des informations sur l'exercice en cours, un aperçu général des projets de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 et des informations sur l'état du Fonds de réserve pour le maintien de la paix au 30 juin 2021.

4. On trouvera dans le présent rapport les observations et les conclusions du Comité consultatif sur le rapport d'ensemble et sur les rapports relatifs au financement des opérations de maintien de la paix, ainsi que son analyse de l'évolution générale des besoins des opérations de maintien de la paix en matière de financement et de ressources. Les observations et les recommandations du Comité sur les projets de budget des différentes missions de maintien de la paix, sur la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), sur le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), ainsi que sur le compte d'appui figurent dans les rapports correspondants (voir annexe I).

1. Conditions de fonctionnement des opérations de maintien de la paix et hypothèses de planification

5. Dans son rapport d'ensemble, le Secrétaire général indique que les opérations de maintien de la paix demeurent l'un des outils multilatéraux les plus efficaces pour empêcher le déclenchement ou la reprise des conflits et ouvrir la voie à une paix

¹ La dernière résolution en date sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général est la résolution 70/286, adoptée par l'Assemblée générale en 2016.

durable, mais que celles-ci continuent de faire face à des difficultés de plus en plus nombreuses, notamment l'élargissement de leurs mandats, la diminution de leurs ressources, la complexification des situations politiques et des conditions de sécurité et la multiplication des menaces visant les membres du personnel des Nations Unies, tandis que les menaces transnationales continuent de nuire à la stabilité de certains pays hôtes. Pour remédier à cette situation, le Secrétaire général a lancé en mars 2018 l'initiative Action pour le maintien de la paix, qui vise à renouveler l'engagement collectif de toutes les parties prenantes en faveur du maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies. Trois ans plus tard, au début de 2021, le Secrétaire général a déterminé que le moment était venu de faire le point et d'évaluer les réalisations, les difficultés et les insuffisances. Sur la base de cette analyse, le Secrétariat a mis au point une stratégie actualisée de mise en œuvre pour 2021-2023, baptisée Action pour le maintien de la paix Plus. On trouve à la section II du rapport du Secrétaire général des informations sur l'origine de l'initiative Action pour le maintien de la paix ainsi que sur l'Action pour le maintien de la paix Plus ([A/76/717](#), par. 3 et 23 à 27).

6. Alignées sur les huit domaines thématiques de la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les sections III à X du rapport traitent des faits nouveaux importants, des efforts déployés pour améliorer la gestion et le fonctionnement des opérations de maintien de la paix et des priorités adoptées pour l'exercice 2022/23. Conformément à la résolution [49/233 A](#) de l'Assemblée générale, les sections XI à XVI et les annexes du rapport d'ensemble contiennent des informations sur l'établissement du budget et la gestion des ressources ; un exposé des tendances pluriannuelles en matière de maintien de la paix ; un aperçu de l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ; une vue d'ensemble des projets de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ; une analyse de la liquidité ; des renseignements sur le Fonds de réserve pour le maintien de la paix au 30 juin 2021. **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées, y compris concernant des initiatives, progrès et défis particuliers, seront communiquées dans le prochain rapport d'ensemble et les prochains rapports consacrés aux budgets des différentes missions.**

7. Dans son rapport, le Secrétaire général conclut en invitant l'Assemblée générale à prendre note du rapport d'ensemble (*ibid.*, par. 290). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que, conformément à la résolution [59/296](#) de l'Assemblée générale, le rapport d'ensemble offrait une vue globale des aspects budgétaires et administratifs du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Dans l'annexe à sa décision 55/488, l'Assemblée a décidé que les termes « prend note » et « note » étaient des termes neutres qui ne constituaient ni approbation ni désapprobation. **Le Comité consultatif redit que le fait pour l'Assemblée générale de « prendre note » du rapport d'ensemble du Secrétaire général ne saurait valoir approbation de toutes les initiatives qui y sont décrites et pour lesquelles aucune mesure concrète n'est proposée. Le Comité se réserve le droit d'examiner en temps utile le bien-fondé des demandes ou propositions concernant les ressources qui seraient nécessaires auxdites initiatives (voir [A/75/822](#), par. 7, [A/74/737](#), par. 9 et [A/73/755](#), par. 8).**

8. Comme indiqué dans le rapport, du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il est encore plus difficile d'exécuter les mandats confiés par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix et d'assurer la sécurité du personnel sur le terrain. Malgré les difficultés posées par la COVID-19, les opérations de maintien de la paix continuent de trouver des moyens innovants et ingénieux d'exécuter leur mandat. Pour assurer la continuité des opérations et l'exécution des activités essentielles prescrites, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a apporté aux missions un appui stratégique afin qu'elles puissent

agir de manière rapide et décisive. Il s'est agi notamment de mettre en œuvre des modifications dans les domaines des ressources humaines, des finances, des voyages et de l'appui aux missions avec un maximum de souplesse, l'objectif étant d'adapter les politiques existantes et de veiller à la fourniture de tout le soutien administratif nécessaire. Des informations plus précises sur les conséquences de la COVID-19 pour chaque mission ont été communiquées dans les sous-rubriques correspondantes des rapports des missions sur l'exécution du budget de l'exercice 2020/21 et les projets de budget pour l'exercice 2022/23. Le Secrétaire général explique par ailleurs que les mesures prises face à la pandémie ont notamment consisté à : a) déployer des activités immédiates de prévention et d'endiguement de la maladie, en parallèle de la mise en place de mesures plus substantielles ; b) renforcer les capacités médicales et autres précautions ; c) assurer la poursuite des opérations prescrites ([A/76/717](#), par. 9 à 22).

9. Le Comité consultatif rappelle les dispositions concernant la pandémie de COVID-19 qui figurent dans les résolutions de l'Assemblée générale consacrées aux différentes missions et prend note des mesures prises pour faciliter la poursuite de l'exécution des mandats tout en assurant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales (voir par exemple les résolutions 75/304, 75/302, 75/300, 74/290, 74/286 et 74/284 de l'Assemblée). Il espère que des enseignements continueront d'être tirés de la situation pour répondre de manière appropriée à la pandémie et anticiper d'autres défis similaires (voir également le paragraphe 85 ci-dessous).

10. S'agissant des contextes opérationnels, le Secrétaire général explique dans son rapport que les missions de maintien de la paix ont cherché avant tout à promouvoir des solutions politiques au cours de l'exercice 2020/21. Elles ont par ailleurs continué de collaborer étroitement avec les gouvernements des pays hôtes pour mener des activités de consolidation de la paix et concevoir des stratégies visant à lutter contre les causes profondes des conflits. En République démocratique du Congo, par exemple, la MONUSCO a usé de ses bons offices pour maintenir le dialogue entre les acteurs politiques et les organisations de la société civile, dans le but de favoriser l'instauration d'un processus électoral consensuel en vue de la tenue, en 2023, d'élections pacifiques, libres, équitables, inclusives et garantes d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes. La Mission a en outre continué d'appuyer le renforcement des institutions nationales ainsi que l'adoption et la mise en œuvre des principales réformes en matière de gouvernance et de sécurité, et elle a épaulé les autorités nationales et provinciales dans le cadre de leurs activités visant à résoudre par le dialogue les violences intercommunautaires récurrentes, notamment dans les provinces de l'Ituri et du Sud-Kivu. Dans le même ordre d'idée, en République centrafricaine, la MINUSCA a accompagné l'organisation des élections présidentielles et législatives en 2020/21 et au début de l'exercice 2021/22, dans un environnement marqué par la résurgence de la violence de la part des groupes armés. Elle y a par ailleurs exercé ses bons offices et adopté une posture énergique pour préserver l'ordre démocratique ([A/76/717](#), par. 28 à 38 et 128). **Le Comité consultatif souligne l'importance du partenariat entre les opérations de maintien de la paix et les pays hôtes et se félicite une nouvelle fois de la contribution et du soutien continus apportés par les pays hôtes à ces opérations.**

2. Vue d'ensemble des ressources financières et humaines des opérations de maintien de la paix

11. On constate dans le tableau 1 que le montant estimatif des ressources demandées au titre des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, y compris pour le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, s'élève actuellement à 6 512 millions de

dollars, hors contributions volontaires en nature². Par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice 2021/22, à savoir 6 377 millions de dollars, ce chiffre représente une augmentation de 134 410 300 dollars (2,1 %), laquelle tient en grande partie à une augmentation des dépenses opérationnelles (ibid., tableaux 3 et 10). On trouvera dans les paragraphes pertinents ci-dessous des observations supplémentaires formulées par le Comité consultatif au sujet des besoins en ressources pour 2022/23.

12. Comme indiqué également dans le tableau 1, l'Organisation participe actuellement à 11 missions de maintien de la paix, ainsi qu'à l'ONUST et à l'UNMOGIP qui sont financés au moyen du budget-programme. Au cours de l'exercice 2022/23, 86 797 agents en tenue, 19 626 militaires envoyés par l'Union africaine en Somalie et 14 393 civils devraient être déployés dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. **Le Comité consultatif constate que le montant des ressources demandées est en hausse pour l'exercice 2022/23. Il note en outre que le nombre de membres du personnel en tenue et du personnel civil diminue progressivement depuis 2016/17, en raison principalement de la fermeture de certaines missions.**

Tableau 1

Vue d'ensemble des ressources financières et humaines des opérations de maintien de la paix, exercices 2016/17 à 2022/23

Composante du maintien de la paix	Montant/Nombre effectif					Montant/ Nombre approuvé	Prévisions
	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23
Nombre de missions et d'opérations d'appui en cours^a							
Financées au titre des budgets des opérations de maintien de la paix	14	13	12	12	11	11	10
BANUS	1	1	1	1	1	1	1
ONUST et UNMOGIP	2	2	2	2	2	2	2
Total (missions et opérations d'appui en cours)	17	16	15	15	14	14	13
Ressources financières (Montants bruts, en millions de dollars des États-Unis)							
Missions de maintien de la paix et BANUS	7 354,6	6 984,1	6 678,8	6 263,9	6 156,5	5 915,4	6 029,3
CSRE	36,3	32,8	31,4	35,4	36,3	40,3	43,2
BSLB	82,2	80,2	82,1	63,3	62,1	65,7	66,3
Compte d'appui (dépenses institutionnelles incluses)	327,1	325,8	324,7	348,9	355,5	356,4	373,6
Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)^b	7 800,2	7 422,9	7 117,0	6 711,4	6 610,3	6 377,8	6 512,4
ONUST et UNMOGIP	47,3	49,2	46,9	43,2	44,6	48,8	48,8
Total (ressources financières)	7 847,5	7 472,1	7 163,9	6 754,6	6 654,9	6 426,6	6 561,2
Effectifs approuvés							
Personnel en tenue							
Personnel des Nations Unies en tenue ^c	121 571	106 862	99 072	95 537	92 457	94 147	86 797

² Un montant supplémentaire de 827 700 dollars de contributions volontaires en nature est attendu en 2022/23.

Composante du maintien de la paix	Montant/Nombre effectif					Montant/ Nombre approuvé	Prévisions
	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23
Personnel de l'AMISOM ou de l'ATMIS en tenue ^c	21 586	21 586	21 626	20 626	19 626	19 626	19 626
Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)	143 157	128 448	120 698	116 163	112 083	113 773	106 423
ONUST et UNMOGIP	197	197	197	197	197	197	197
Total (personnel en tenue)	143 354	128 645	120 895	116 360	112 280	113 970	106 620
Personnel civil							
Personnel civil des missions et du BANUS ^d	19 730	18 241	15 925	14 173	13 734	12 398	12 103
Personnel civil du CSRE	421	427	406	404	404	424	405
Personnel civil d'appui aux missions ^e	1 913	1 885	1 872	1 873	1 868	1 863	1 885
Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)	22 064	20 553	18 203	16 450	16 006	14 685	14 393
ONUST et UNMOGIP	318	318	309	309	309	306	306
Total (personnel civil)	22 382	20 871	18 512	16 759	16 315	14 991	14 699

^a Le nombre de missions en cours pendant l'exercice 2021/22 inclut la MINUAD.

^b Les montants ont été arrondis au million. On trouvera au tableau 3 de l'annexe I et au tableau 2 de l'annexe II du rapport d'ensemble des informations ventilées par mission.

^c Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^d Les ressources de la BSLB, du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (pour tous les exercices) et du Centre de services régional d'Entebbe ne sont pas prises en compte.

^e Personnel de la Base de soutien logistique de Brindisi et personnel financé au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

13. Le tableau 3 et la figure IX du rapport d'ensemble, qui présentent les ressources nécessaires aux opérations de maintien de la paix de l'exercice 2016/17 à l'exercice 2022/23, font apparaître une diminution constante, hormis pour l'exercice 2022/23, principalement imputable à la liquidation de l'ONUCI et de la MINUSTAH en 2017, de la MINUL en 2018 et de la MINUJUSTH en 2019, ainsi qu'à l'expiration du mandat de la MINUAD pendant l'exercice 2020/21. Pour ce qui est de la proportion relative des trois principales catégories de dépenses, le tableau 4 du rapport d'ensemble montre que, entre l'exercice 2016/17 et l'exercice 2022/23, la part des dépenses au titre des militaires et du personnel de police a progressé de 45,4 % à 46,5 %, tandis que celle des dépenses afférentes au personnel civil a augmenté de 22,2 % à 23,4 %. La part des dépenses opérationnelles a quant à elle diminué de 32,4 % à 30,1 % sur la même période.

B. Planification, budgétisation et gestion financière

1. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

14. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, le montant des dépenses engagées pour 11 missions en cours, le BANUS, la Base de soutien logistique de Brindisi, le Centre de services régional d'Entebbe et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix s'élève à 6 610,3 millions de dollars, contre un crédit ouvert de 6 822,0 millions de dollars, hors contributions volontaires en nature budgétisées, faisant apparaître un solde

inutilisé de 211,7 millions de dollars (3,1 %). Le taux global d'utilisation des crédits a ainsi été de 96,9 %, contre 98,5 % pour l'exercice précédent (2019/20) (ibid., tableaux 14 et 16 et par. 248 et 250).

15. Il est également indiqué dans le rapport que, pendant l'exercice 2020/21, la MINUAD a reçu trois autorisations d'engager des dépenses d'un montant maximum de 484,7 millions de dollars, qui se répartissent comme suit : 240,2 millions de dollars, 199,8 millions de dollars et 45,7 millions de dollars (respectivement approuvées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 74/261 C, 75/251 A et 75/251 B). Le montant de l'autorisation d'engagement de dépenses a été utilisé à hauteur de 477,3 millions de dollars, soit un solde inutilisé de 7,3 millions de dollars (ibid., par. 246 et 247 et tableau 15).

16. La baisse des effectifs militaires autorisés observée entre les exercices 2016/17 et 2020/21 tient principalement à la fermeture de l'ONUCI, de la MINUL, de la MINUSTAH et de la MINUJUSTH et, plus récemment, à l'expiration du mandat de la MINUAD au cours de l'exercice 2020/21. Les effectifs civils des missions de maintien de la paix ont également été réduits au cours de la même période, en partie du fait de la fermeture des cinq missions de maintien de la paix (ibid., par. 247 et 248). On trouvera dans le tableau 2 des informations détaillées, ventilées par catégorie de dépenses, sur l'exécution du budget de l'exercice 2020/21. Le Comité consultatif constate une sous-utilisation, à hauteur de 82,3 millions de dollars, des crédits alloués à la catégorie des militaires et du personnel de police. Il note toutefois que les dépenses totales engagées durant l'exercice considéré au titre du personnel civil ont dépassé de 7,5 millions de dollars les crédits prévus, en raison surtout de la surutilisation des crédits alloués aux catégories du personnel recruté sur le plan national (28,1 millions de dollars), des Volontaires des Nations Unies (3,0 millions de dollars) et du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (0,7 million de dollars), laquelle a été en partie compensée par une sous-utilisation des crédits au titre du personnel recruté sur le plan international (22,8 millions de dollars) et du personnel fourni par des gouvernements (1,5 million de dollars).

17. En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité constate une sous-utilisation des crédits de 138,3 millions de dollars, qui s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre des opérations aériennes (144,1 millions de dollars), des voyages officiels (15,2 millions de dollars) et des fournitures, services et matériel divers (9,3 millions de dollars). Cette sous-utilisation est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit au titre des communications et de l'informatique (20,9 millions de dollars), des opérations maritimes ou fluviales (9,4 millions de dollars) et des services médicaux (2,2 millions de dollars). Le Comité prend également note du dépassement des crédits alloués aux opérations de maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système (2,5 millions de dollars).

Tableau 2

Exécution des budgets de l'exercice 2020/21, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) – (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	68 140,2	62 621,1	5 519,1	8,1
Contingents	2 476 596,0	2 437 863,4	38 732,6	1,6

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant	Pourcentage
			(3) = (1) - (2)	(4) = (3)/(1)
Police des Nations Unies	119 433,8	98 982,7	20 451,1	17,1
Unités de police constituées	249 552,8	232 005,8	17 547,0	7,0
Total partiel	2 913 722,8	2 831 473,0	82 249,8	2,8
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	1 278 604,8	1 255 810,4	22 794,4	1,8
Personnel recruté sur le plan national	392 749,3	420 894,3	(28 145,0)	(7,2)
Volontaires des Nations Unies	78 417,3	81 424,3	(3 007,0)	(3,8)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	54 148,4	54 807,8	(659,4)	(1,2)
Personnel fourni par des gouvernements	13 486,5	11 985,7	1 500,8	11,1
Total partiel	1 817 406,3	1 824 922,5	(7 516,2)	(0,4)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	7 610,2	6 164,7	1 445,5	19,0
Voyages officiels	32 782,4	17 569,9	15 212,5	46,4
Installations et infrastructures	581 481,9	582 291,8	(809,9)	(0,1)
Transports terrestres	94 972,7	93 490,4	1 482,3	1,6
Opérations aériennes	617 623,7	473 570,3	144 053,4	23,3
Opérations maritimes ou fluviales	4 204,6	13 598,1	(9 393,5)	(223,4)
Communications et informatique	288 488,6	309 421,0	(20 932,4)	(7,3)
Services médicaux	34 671,2	36 892,8	(2 221,6)	(6,4)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	380 386,2	371 087,6	9 298,6	2,4
Projets à effet rapide	12 500,0	12 358,8	141,2	1,1
Total partiel	2 054 721,5	1 916 445,4	138 276,1	6,7
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	—	—
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	—	—
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	1 143,6	29,5
Maintenance d'Umoja et services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	(2 458,5)	(13,6)
Total brut	6 822 035,7	6 610 340,9	211 694,8	3,1
Recettes provenant des contributions du personnel	178 305,2	182 039,0	(3 733,8)	(2,1)
Total brut	6 643 730,5	6 428 301,9	215 428,6	3,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 022,0	615,6	406,4	39,8
Total brut	6 823 057,7	6 610 956,5	212 101,2	3,1

18. En ce qui concerne les soldes de trésorerie, il est fait allusion, dans le rapport, à la décision prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 73/307 sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, d'approuver à titre expérimental, pour trois exercices budgétaires à compter de

l'exercice 2019/20, le principe de la gestion commune des soldes de trésorerie de toutes les opérations de maintien de la paix en cours, étant entendu que des comptes séparés seraient conservés pour chaque mission, en veillant à ce que les dispositifs de contrôle et de supervision voulus soient en place et à ce que ce mode de gestion ne nuise pas à l'exécution du mandat des missions prêteuses. Pendant les exercices 2019/20, 2020/21 et 2021/22, cet arrangement a permis de verser les montants requis à des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui autrement n'auraient pas été payés à ces dates en raison des problèmes de liquidité auxquels étaient confrontées certaines missions de maintien de la paix. Au cours de l'exercice 2020/21, le BANUS, la MINURSO et la MINUK ont recouru au financement par avances internes en obtenant des prêts auprès de la MINUSMA. On trouvera dans le tableau 3 ci-dessous des informations sur l'état des avances internes entre opérations de maintien de la paix actives à la fin de chaque trimestre, pour la période allant du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021 (ibid., annexe IX).

Tableau 3

Avances entre missions de maintien de la paix en cours

(En dollars des États-Unis)

<i>Exercice budgétaire</i>	<i>31 décembre 2020</i>	<i>31 mars 2021</i>	<i>30 juin 2021</i>	<i>30 septembre 2021</i>	<i>31 décembre 2021</i>
MINURSO	10 000 000	10 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000
MINUK	15 000 000	22 500 000	32 500 000	32 500 000	32 500 000
BANUS	—	—	40 000 000	—	—
MINUSMA	(25 000 000)	(32 500 000)	(82 500 000)	(47 500 000)	(47 500 000)

19. Le Comité consultatif note que les trois missions emprunteuses sont confrontées à des problèmes de liquidités importants et continus, résultant du non-paiement par certains États Membres de leurs arriérés de contribution, et ce malgré l'utilisation des prêts accordés par la MINUSMA. Il compte que des informations actualisées sur les prêts seront communiquées à l'Assemblée générale au moment de l'examen du présent rapport. On trouvera davantage d'informations à ce sujet dans le rapport du Comité sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/7/Add.29](#)) ainsi que dans les rapports qu'il a consacrés à certaines missions en particulier, dont la MINURSO ([A/76/760/Add.13](#)), la MINUK ([A/76/760/Add.3](#)) et le BANUS ([A/76/760/Add.12](#)).

20. On trouvera dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes [[A/76/5 \(Vol. II\)](#)], des informations détaillées sur la situation financière des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2020/21, y compris des informations (au 30 juin de chaque année, de 2017 à 2021) sur les quatre ratios financiers, à savoir le ratio actif/passif, le ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité immédiate, comme indiqué dans le tableau 4 (ibid., tableau II.2).

Tableau 4

Ratios financiers des opérations de maintien de la paix au 30 juin (2017 à 2021)

<i>Ratios</i>	<i>30 juin 2017</i>	<i>30 juin 2018</i>	<i>30 juin 2019</i>	<i>30 juin 2020</i>	<i>30 juin 2021</i>
Actif					
Ratio actif/passif^a	1,19	1,19	1,07	1,11	1,09
Total de l'actif/total du passif					

<i>Ratios</i>	<i>30 juin 2017</i>	<i>30 juin 2018</i>	<i>30 juin 2019</i>	<i>30 juin 2020</i>	<i>30 juin 2021</i>
Ratio de liquidité générale^b	1,22	1,23	1,27	1,25	1,38
Actif courant/passif courant					
<i>Situation de trésorerie</i>					
Ratio de liquidité relative^c	1,06	1,08	1,12	1,11	1,22
(Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants					
Ratio de liquidité immédiate^d	0,66	0,45	0,49	0,47	0,47
(Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants					

^a Un ratio élevé (en principe, égal ou supérieur à 1) signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé (en principe, égal ou supérieur à 1) signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

21. Le Comité des commissaires aux comptes indique que la situation diffère en fonction des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui est de la trésorerie. Au 30 juin 2021, alors que le ratio de liquidité immédiate était supérieur à 1 ou s'en approchait pour plusieurs missions et activités d'appui, il avoisinait zéro pour d'autres. Le Comité indique que, globalement, le ratio actif/passif a légèrement diminué, passant de 1,11 à 1,09, tandis que le ratio de liquidité générale a augmenté, ce qui s'explique essentiellement par une diminution des sommes dues aux États Membres. Selon l'Administration, cette baisse a été rendue possible par la gestion commune de la trésorerie des missions en cours que l'Assemblée générale a approuvée dans sa résolution 73/307. Le ratio de liquidité immédiate est quant à lui resté bas (ibid., par. 33 et 34).

22. Il est expliqué dans le rapport d'ensemble qu'au cours des cinq derniers exercices, la réaffectation de ressources approuvées des missions de maintien de la paix a généralement eu pour objet de couvrir les dépenses de personnel civil (catégorie II) dépassant les prévisions, une tendance qui s'est poursuivie pendant l'exercice 2020/21. Toutefois, les réaffectations de ressources à telle ou telle catégorie sont tombées à 1,1 % pour l'exercice, contre 5 % à 6 % pour les quatre exercices précédents. Au cours des exercices précédents, la solution avait consisté à revoir les priorités dans l'affectation des ressources pour les dépenses opérationnelles (catégorie III) ; cependant, en 2020/21, les dépenses relevant de la catégorie II qui dépassaient les prévisions ont été couvertes par des dépenses moins élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police (catégorie I), lesquelles tenaient au report des relèves et des déploiements du fait des restrictions imposées aux voyages dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Un apport de ressources en lien avec l'autorisation d'engagement de dépenses a par ailleurs été enregistré (A/76/717, par. 209 à 213).

23. Le Comité consultatif redit sa préoccupation quant au fait que des ressources destinées à couvrir les dépenses liées aux militaires et au personnel de police et les dépenses opérationnelles continuent d'être réaffectées aux dépenses de personnel civil et que les réaffectations de ressources entre objets de dépenses des principales catégories se poursuivent, ce qui témoigne de la nécessité

d'améliorer la planification et l'élaboration des budgets. Il recommande à nouveau à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à procéder à un examen des tendances en cette matière afin de trouver des moyens de mieux assurer la discipline budgétaire et de réduire la nécessité de recourir aux réaffectations entre catégories de dépenses (voir également A/75/822, par. 20).

24. Dans son rapport, le Secrétaire général présente des informations d'ensemble concernant l'exécution des budgets des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2018/19 à 2020/21, et il y indique que le solde inutilisé, exprimé en pourcentage des dépenses totales, est passé de 0,6 en 2018/19 à 3,1 en 2020/21. Pour le Secrétaire général, cette augmentation s'explique par la pandémie de COVID-19 et les restrictions aux déplacements qui en ont découlé, lesquelles ont eu une incidence sur les dépenses des trois groupes ; militaires et personnel de police, personnel civil et dépenses opérationnelles (A/76/717, par. 204 et tableau 6 et annexe II).

25. En ce qui concerne l'état des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, on trouve à l'annexe V du rapport d'ensemble un récapitulatif des sommes dues et des remboursements versés à ces pays pour les années civiles 2020 et 2021 au titre des contingents, des unités de police constituées, du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome. Le Comité consultatif s'est fait fournir des informations détaillées, par mission, sur les montants dus et le total des paiements effectués, compte étant tenu des réductions appliquées aux remboursements au titre du personnel, en application de la résolution 67/261 de l'Assemblée générale, ainsi que sur les montants des déductions au cours de l'année 2021. D'après les données figurant dans l'annexe V du rapport d'ensemble et les informations reçues, au 31 mars 2022, les montants dus aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents et du personnel s'élevaient à 552,1 millions de dollars.

26. Le Comité consultatif compte que des informations sur les montants à rembourser au titre du personnel en tenue et du matériel appartenant aux contingents, ventilés par mission, seront fournies à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et que des informations actualisées figureront dans les projets de budget des missions et les prochains rapports d'ensemble.

27. On trouve à la figure XIII du rapport d'ensemble des informations sur la part des engagements d'exercices antérieurs annulés dans les engagements non réglés. Le Secrétaire général explique que, même si une tendance générale à la baisse avait été observée au cours des quatre exercices budgétaires précédents, avec un niveau d'annulations d'engagements d'exercices antérieurs systématiquement inférieur à 10 % des engagements non réglés, ce niveau est passé à 12,6 % en 2020/21. L'augmentation de 55,2 millions de dollars (de 84,9 millions de dollars en 2019/20 à 140,0 millions de dollars en 2020/21) s'explique principalement par l'augmentation des annulations d'engagements d'exercices antérieurs pour la MINUSMA (30,5 millions de dollars), la MINUSS (19,5 millions de dollars) et la MONUSCO (10,1 millions de dollars). Parallèlement, les engagements non réglés à la fin de l'exercice 2020/21 s'élevaient à 1,1 milliard de dollars, contre 1,0 milliard à la fin de 2019/20. Le Secrétaire général note que, pour un exercice donné, les engagements d'exercices antérieurs qui ont été annulés peuvent comprendre des montants à rembourser aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui restent valables pendant quatre années supplémentaires à l'issue de la période initiale de 12 mois, selon les dispositions de l'article 5.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. **Le Comité consultatif note que, selon le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les crédits peuvent être conservés pendant cinq**

ans au maximum, et recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à procéder à une analyse détaillée des incidences financières de cette disposition dans ses prochains rapports d'ensemble.

Engagements non réglés

28. En ce qui concerne les engagements non réglés, le Comité consultatif s'est fait communiquer des informations à leur sujet pour toutes les missions, tant pour les quatre derniers exercices budgétaires que pour la première partie de l'exercice 2021/22 (soit jusqu'au 31 mars 2022). On trouvera des informations à ce sujet à l'annexe II du présent rapport. **Le Comité consultatif prend note des montants élevés atteints par les engagements non réglés, qui, sans être uniformes, ont augmenté pour de nombreuses missions de maintien de la paix au cours des quatre derniers exercices. Il compte que des informations actualisées et des explications à ce sujet seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport (voir également A/76/760/Add.3, par. 4, A/76/760/Add.10, par. 4 et A/76/760/Add.13, par. 4).**

2. Informations sur l'exercice en cours (2021/22)

29. Le rapport du Secrétaire général contient des informations sur le budget total approuvé pour l'exercice 2021/22, qui s'élève à 6,4 milliards de dollars, compte non tenu de la demande d'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant de 67,5 millions de dollars pour la FISNUA pour l'exercice 2021/22, qui a été approuvée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le 23 mars 2022 (A/76/717, tableaux 8 et 10, et annexe II, tableau 1). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2022, les dépenses s'élevaient à 5,3 milliards de dollars, soit 82,5 % du budget total approuvé.

30. Le Secrétaire général fait savoir que, pendant l'exercice budgétaire 2021/22, la gestion commune des soldes de trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours et l'envoi d'avis de mise en recouvrement des contributions pour l'intégralité de l'exercice budgétaire ont continué de permettre d'injecter des liquidités et de faciliter ainsi la gestion de ces opérations, en particulier les paiements aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le financement des besoins opérationnels courants des missions recevant très régulièrement les contributions attendues avec du retard, telles que la MINURSO, la MINUK et le BANUS. Le passif de la MINUAD constitue pour cet exercice l'essentiel du solde impayé, depuis le début de la phase de retrait et de liquidation de la mission, en janvier 2021. De plus amples informations sur le règlement des arriérés dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sont disponibles à l'annexe IX du rapport d'ensemble (voir également le paragraphe 28 du présent rapport).

31. Le Secrétaire général explique par ailleurs que, bien que la gestion de la trésorerie ait été améliorée, d'après l'évolution du total des soldes des liquidités observée ces dernières années, la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours restera probablement compliquée au dernier trimestre de l'exercice. Tout retard enregistré dans le paiement des contributions pourrait compromettre le paiement intégral et en temps voulu des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. L'Organisation compte sur les États Membres pour s'acquitter de leurs contributions ponctuellement et intégralement. Dans son dernier rapport en date sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/76/429), le Secrétaire général a proposé plusieurs mesures visant à remédier à la situation de trésorerie (A/76/717, par. 259 à 263 et annexe IX). S'étant renseigné, le Comité consultatif a reçu des informations sur les arriérés de contributions dus à chaque mission par les États Membres. Celles-ci montrent qu'au

31 mars 2022, le montant total de ces sommes s'élevait à 2,6 milliards de dollars, les missions les plus touchées étant la MINUSS (493,4 millions de dollars de contributions non acquittées), la MONUSCO (436,8 millions de dollars de contributions non acquittées), la MINUSMA (433,5 millions de dollars de contributions non acquittées) et la MINUSCA (358,4 millions de dollars de contributions non acquittées). **Le Comité consultatif souligne que l'Assemblée générale a engagé instamment, à plusieurs reprises, les États Membres à s'acquitter dans les temps, intégralement et sans condition des obligations financières que leur impose la Charte des Nations Unies. Il compte que des informations actualisées sur l'état des contributions seront communiquées à l'Assemblée au moment de l'examen du présent rapport.**

3. Projets de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

32. Le montant total des ressources demandées au titre du maintien de la paix pour l'exercice 2022/23 s'élève à 6 512 365 800 dollars, soit une augmentation de 134 544 600 dollars (2,1 %) par rapport aux ressources approuvées pour l'exercice 2021/22 (6 377 821 200 dollars), lequel comprend notamment les ressources nécessaires pour : a) les missions de maintien de la paix et le BANUS [6 029 265 400 dollars, soit une augmentation de 113 824 300 dollars (1,9 %) par rapport aux ressources approuvées pour l'exercice 2021/22 (5 915 441 100 dollars)]; b) les structures d'appui [483 100 400 dollars, soit une augmentation de 20 720 300 dollars (4,5 %) par rapport aux ressources approuvées pour l'exercice 2021/22 (462 380 100 dollars)]. On trouvera dans le tableau 5 des informations sur le montant total des prévisions de dépenses, pour l'exercice 2022/23, de 10 missions (hors ONUST et UNMOGIP, qui sont financés au moyen du budget-programme) ainsi que du BANUS, du Centre de services régional d'Entebbe, de la Base de soutien logistique de Brindisi et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Tableau 5

Ressources demandées pour 2022/23 par composante Maintien de la paix

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.)

	2021/22		2022/2023	Variation	
	Montant alloué ^a	Montant des dépenses ^b	Projet de budget	Montant	Pourcentage
Composante du maintien de la paix	(1)		(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)
MINURSO	56 537,8	43 835,0	61 039,2	4 501,4	8,0
MINUSCA	1 036 595,6	840 308,3	1 087 084,9	50 489,3	4,9
MINUSMA	1 171 612,5	991 579,2	1 262 069,7	90 457,2	7,7
MONUSCO	1 042 728,9	862 067,0	1 037 277,0	(5 451,9)	(0,5)
MINUAD	78 855,9	43 704,0	–	(78 855,9)	(100,0)
FNUOD	61 218,2	55 049,2	64 868,8	3 650,6	6,0
UNFICYP	53 798,0	44 237,2	54 507,7	709,7	1,3
FINUL	476 842,0	425 998,9	507 223,4	30 381,4	6,4
FISNUA	260 445,3	208 861,6	263 374,8	2 929,5	1,1
MINUK	41 298,5	31 284,3	41 947,3	648,8	1,6
MINUSS	1 115 633,9	958 149,0	1 122 939,0	7 305,1	0,7
BANUS	519 874,5	417 723,6	526 933,6	7 059,1	1,4
Total partiel	5 915 441,1	4 922 797,5	6 029 265,4	113 824,3	1,9

	2021/22		2022/2023	Variation	
	Montant alloué ^a	Montant des dépenses ^b	Projet de budget	Montant	Pourcentage
Composante du maintien de la paix	(1)		(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
BSLB	65 694,7	48 853,2	66 318,8	624,1	1,0
CSRE ^c	40 272,3	29 098,0	43 185,6	2 913,3	7,2
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ^d	356 413,1	259 122,9	373 596,0	17 182,9	4,8
Total partiel	6 377 821,2	5 259 871,6	6 512 365,8	134 544,6	2,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	962,0	152,9	827,7	(134,3)	(14,0)
Total	6 378 783,2	5 260 024,5	6 513 193,5	134 410,3	2,1

^a Compte non tenu de l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant de 67,5 millions de dollars pour la FISNUA pour l'exercice 2021/22, approuvée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le 23 mars 2022.

^b Au 31 mars 2022.

^c Y compris un montant de 1 820 200 dollars pour 2021/22 à déduire des crédits ouverts au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/246.

^d Les dépenses prévues pour l'exercice 2022/23 portent notamment sur des initiatives mises en place à l'échelle du système ; 17,2 millions de dollars pour la Division du progiciel de gestion intégré ; 0,9 million de dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; 3,9 millions de dollars pour le Système de préparation des moyens de maintien de la paix ; 18,6 millions de dollars destinés à couvrir les coûts de maintenance et d'appui relatifs au progiciel de gestion intégré.

33. L'augmentation nette pour les missions de maintien de la paix en cours tient à la hausse des dépenses prévues au titre, principalement, de la MINUSMA (90,5 millions de dollars), de la MINUSCA (50,5 millions de dollars) et de la FINUL (30,4 millions de dollars) ; celle-ci est en partie compensée par la diminution des dépenses prévues pour la MINUAD (78,9 millions de dollars), en raison de la fin du mandat de la mission, le 31 décembre 2020, conformément à la résolution 2559 (2020) du Conseil de sécurité, ainsi que pour la MONUSCO (5,5 millions de dollars). Les observations et recommandations formulées par le Comité au sujet des budgets des différentes missions pour l'exercice 2022/23 sont disponibles dans ses rapports sur la question (voir annexe I).

34. On trouve à l'annexe III du présent rapport des informations sur les principaux facteurs de variation, par catégorie de dépenses, entre les ressources demandées pour 2022/23 et les montants inscrits aux budgets des exercices 2020/21 et 2021/22. Après analyse de ces informations, le Comité consultatif note que l'augmentation des ressources demandées pour l'exercice 2022/23 est principalement due à la hausse des coûts opérationnels.

35. En ce qui concerne le personnel militaire et de police, le montant des ressources demandées est de 2,8 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 9,4 millions (0,3 %) par rapport au montant approuvé pour l'exercice 2021/22, laquelle est principalement due à la hausse de l'effectif moyen de membres des unités de police constituées à la MINUSS ; à l'augmentation des dépenses afférentes au remboursement au titre des contingents, au matériel appartenant aux contingents et aux rations à la MINUSCA, un taux de déploiement moyen du personnel militaire et de police plus élevé étant prévu en application de la résolution 2566 (2021) du Conseil de sécurité ; à l'augmentation des prévisions de dépenses au titre des rations à la MINUSCA et à la MINUSMA ; à l'augmentation attendue du coût du matériel majeur appartenant aux contingents et des dépenses de soutien logistique autonome à la FINUL ; à la hausse des dépenses liées à l'indemnité de subsistance (missions) versée aux officiers d'état-major, sur la base des taux révisés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022 ; à l'amélioration de l'état de fonctionnement du matériel majeur appartenant

aux contingents et au renforcement des capacités de soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents à l'AMISOM ou à l'ATMIS. Cette augmentation est partiellement compensée par la fermeture de la MINUAD ; la réduction de l'effectif militaire autorisé de la FISNUA ; le versement d'une indemnité journalière de subsistance (missions) d'un montant net plus faible qu'auparavant pour toutes les catégories de personnel militaire et de police à la MONUSCO et à la MINUSS, sur la base des taux les plus récents (entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2022) ; l'application d'un facteur moyen de déploiement des contingents plus faible à la MINUSMA (A/76/717, annexe I, par. 1 à 7).

Indemnité de subsistance (missions)

36. Le Comité consultatif rappelle que l'indemnité de subsistance (missions) est une indemnité journalière, fixée par le Secrétariat, que l'Organisation verse aux membres du personnel non fonctionnaires qui y ont droit pendant leur tour de service dans une mission de terrain, y compris une opération de maintien de la paix, une mission politique spéciale ou toute autre mission sur le terrain. Elle sert à couvrir les frais de logement et de repas et les frais accessoires à long terme engagés par les intéressés dans la zone de la mission. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que, avant 2009, les taux de cette indemnité étaient calculés sur la base des réponses apportées à une enquête de 226 questions et d'une visite sur le terrain, lesquelles visaient à recueillir auprès des bénéficiaires des informations sur les frais d'hébergement, le coût de la nourriture et d'autres dépenses diverses sur le lieu d'affectation. Après 2009, les taux (mensuels) de l'indemnité de subsistance en opération spéciale ont été utilisés (75 % de l'indemnité journalière de subsistance multipliée par 30), tels que publiés par la CFPI. De nouvelles modalités de calcul et de mise à jour des taux de l'indemnité de subsistance (missions) ont été présentées dans l'instruction ST/AI/2021/2, entrée en vigueur le 20 décembre 2021. Les taux devant être appliqués pour chaque pays et zone de mission pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 ont été publiés dans une circulaire sur la question (ST/IC/2021/15 et ST/IC/2021/15/Amend.1).

37. Il est prévu, dans les nouvelles modalités de calcul, que les taux de l'indemnité de subsistance soient établis pour une année civile complète, sur la base des données relatives au coût de la vie recueillies par la CFPI au 1^{er} décembre de l'année précédente. Conformément à l'instruction ST/AI/2021/2, il existe au moins deux taux d'indemnité de subsistance (missions) pour chaque pays. Le taux le plus élevé est applicable durant les 30 premiers jours civils du tour de service dans la zone de la mission et sert à couvrir les dépenses liées à l'installation du non-fonctionnaire ainsi que les frais de logement et de repas et les frais accessoires, qui sont généralement plus élevés au moment de la réinstallation dans la zone de mission. Une fois cette période écoulée, un taux inférieur entre en application. Le taux « 30 premiers jours », plus élevé, est applicable à compter du début du tour de service dans la zone de mission et en cas de réinstallation autorisée ultérieurement dans un autre pays se trouvant dans la zone de mission mais situé au-delà de la distance de migration journalière. Le taux « 30 premiers jours » correspond au taux « 60 premiers jours » de l'indemnité journalière de subsistance fixé par la CFPI, en vigueur au 1^{er} décembre de l'année civile précédente, tel qu'appliqué, en principe, dans le lieu où se trouve le quartier général de la mission. Il se décompose en trois éléments ; « frais de logement », « frais de repas » et « frais accessoires ». Le taux « après 30 jours » se compose des éléments suivants : a) « frais de logement », calculés à partir des données de logement à long terme produites par la CFPI et en vigueur au 1^{er} décembre de l'année civile précédente ; b) « frais de repas », calculés à partir de l'élément correspondant du taux de l'indemnité journalière de subsistance applicable après les 60 premiers jours, tel que fixé par la CFPI et en vigueur au 1^{er} décembre de l'année

civile précédente ; c) « frais accessoires », dont le montant correspond à 15 % de la somme des montants prévus au titre des éléments « frais de logement » et « frais de repas ». Le taux « Après 30 jours » ne dépasse en aucun cas le taux « 30 premiers jours ».

38. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que la méthode révisée avait entraîné, dans certains pays ou zones de mission, des baisses du taux des « 30 premiers jours » et du taux des « 30 jours suivants », ou des deux. À titre de mesure transitoire, les bénéficiaires de l'indemnité de subsistance (missions) au 31 décembre 2021 et celles et ceux qui s'étaient engagés à effectuer un tour de service avant le 1^{er} janvier 2022 et qui n'avaient pas encore commencé n'étaient pas assujettis à la baisse du taux résultant de la nouvelle méthode. Le Comité consultatif s'est fait fournir des informations supplémentaires sur les indemnités de subsistance (missions) pour les exercices 2020/21 et 2021/22 (avant et après décembre 2021) et les taux pris en compte dans le projet de budget pour 2022/23 pour les « 30 premiers jours » et les « 30 jours suivants », comme indiqué dans le tableau 6 ci-dessous. **Le Comité consultatif note que les nouveaux taux de l'indemnité de subsistance (missions), établis par le Secrétariat et appliqués dans l'ensemble des missions, sont fondés sur les données indicatives du coût de la vie effectivement constatées, recueillies par la Commission de la fonction publique internationale. Il note en outre les écarts importants des taux entre les missions et considère donc qu'avant l'introduction de la méthode révisée, l'analyse des données utilisées pour déterminer les nouveaux taux des indemnités, ainsi que les incidences financières, auraient dû être présentées aux États Membres pour examen. Il réitère donc sa recommandation tendant à ce que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de présenter des informations détaillées sur les données et la méthode utilisées pour le calcul et l'application des taux de l'indemnité de subsistance (missions) ainsi que sur les incidences financières, afin que les États Membres puissent les examiner dans le prochain rapport d'ensemble et dans les projets de budget de chaque mission. Il formule d'autres observations et recommandations dans le cadre de ses rapports de mission (voir également A/76/760/Add.4, par. 12 et A/76/760/Add.7, par. 13).**

Tableau 6

Taux de l'indemnité de subsistance (missions) et montant inscrits au budget pour l'exercice 2022/23, par mission de maintien de la paix

Mission de maintien de la paix	Taux de l'indemnité de subsistance (missions) avant décembre 2021 ^a		Taux de l'indemnité de subsistance (missions) promulgués dans ST/IC/2021/15/Amend.1 ^a		Indemnité de subsistance (missions) dans le projet de budget pour l'exercice 2022/23 (en milliers de dollars des États-Unis)				
	30 premiers jours	30 jours suivants	30 premiers jours	30 jours suivants	Observateurs militaires	Contingents	Police des Nations Unies	Personnel fourni par des gouvernements	Total
MINURSO					5 567,0	223,2	64,4	32,2	5 886,8
Maroc	83	83	147	83	5 408,7	223,2	64,4	32,2	5 728,5
Algérie	83	83	228	137	158,2	—	—	—	158,2
MINUSCA	131	131	198	150	7 462,9	21 632,7	30 466,9	5 807,7	65 370,2
MINUSMA	138	138	228	119	—	18 935,1	11 256,2	794,0	30 985,3
MONUSCO	164	164	231	138	27 479,1	—	23 543,5	2 979,1	54 001,7

<i>Mission de maintien de la paix</i>	<i>Taux de l'indemnité de subsistance (missions) avant décembre 2021^a</i>		<i>Taux de l'indemnité de subsistance (missions) promulgués dans ST/IC/2021/15/Amend.1^a</i>		<i>Indemnité de subsistance (missions) dans le projet de budget pour l'exercice 2022/23 (en milliers de dollars des États-Unis)</i>				<i>Personnel fourni par des gouvernements</i>	<i>Total</i>
	<i>30 premiers jours</i>	<i>30 jours suivants</i>	<i>30 premiers jours</i>	<i>30 jours suivants</i>	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Contingents</i>	<i>Police des Nations Unies</i>			
FNUOD					–	2 738,2	–		–	2 738,2
République arabe syrienne	145	145	222	113	–	2 517,4	–		–	2 517,4
Israël	145	145	283	158	–	220,8	–		–	220,8
UNFICYP	138	77	189	111	–	2 628,2	3 261,0		–	5 889,2
FINUL	115	86	147	115	–	7 694,8	–		–	7 694,8
FISNUA	136	136	165	89	3 654,7	3 396,1	3 252,5		–	10 303,3
MINUK	120	73	110	89	252,7	–	300,1		–	552,8
MINUSS	136	136	128	86	7 200,2	13 222,1	21 600,5		1 288,7	43 311,5
BANUS	100	100	201	101	–	–	–		219,0	219,0
Total					51 616,6	70 470,4	93 745,1		11 120,7	226 952,8

^a Tous les taux sont fondés sur une indemnité de subsistance (missions) complète, sans réductions au titre de l'hébergement ou de la nourriture ni déductions diverses. Tous les taux sont exprimés en dollars des États-Unis, à l'exception du taux pour la MINUK et l'UNFICYP, qui est exprimé en euros.

39. Le montant des ressources demandées au titre du personnel civil, soit 1,8 milliard de dollars, fait apparaître une augmentation de 31,0 millions de dollars (1,8 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2021/22. Cette augmentation est principalement attribuable à : a) l'accroissement des besoins au titre du personnel recruté sur le plan international en raison de l'application du barème des traitements révisé à compter de janvier 2022 au BANUS, à la FINUL, à la MINUSCA et à la MINUSS ; b) l'accroissement des besoins au titre du personnel recruté sur le plan national comme suite à la révision du barème des traitements et à l'application de taux de vacance inférieurs pour les administrateurs et les agents des services généraux recrutés sur le plan national à la FINUL et à la MINUSMA ; c) l'accroissement des besoins au titre des Volontaires des Nations Unies à la MINUSS et à la MONUSCO, notamment en raison de la hausse des coûts de l'assurance maladie et de l'assurance-vie ; et d) la hausse du montant de l'indemnité de subsistance (missions) versée au personnel fourni par des gouvernements à la MINUSCA et à la MINUSMA, sur la base du barème révisé applicable à compter du 1^{er} janvier 2022. Cette augmentation est compensée en partie par : a) une diminution des besoins de la MINUAD en raison de la fermeture de l'opération ; b) la proposition de suppression de 56 postes (3 administrateurs recrutés sur le plan national et 53 agents des services généraux recrutés sur le plan national) à la MONUSCO ; c) la proposition de transformation en postes de 38 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) à la MINUSCA, de 16 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) à la MINUSS et de 15 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) au titre du compte d'appui ; et d) la diminution du montant de l'indemnité de subsistance (missions) versée au personnel fourni par des gouvernements à la MINUSS et à la MONUSCO, en application des derniers taux en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022 (A/76/717, annexe I, par. 8 à 16).

40. En ce qui concerne l'augmentation du barème des traitements, le Comité consultatif rappelle qu'en application de la résolution 76/240 de l'Assemblée générale, le barème des traitements de base minima en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022 pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur a été majoré de 0,92 % pour toutes les classes et tous les échelons. Ce barème révisé, qui

reflétait l'intégration de 0,92 % de l'indemnité de poste dans le salaire de base net, est entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022. Conformément à la pratique établie, cette révision a été mise en œuvre sur la base du principe « sans gain, ni perte ». Ainsi, le barème des traitements de base minima a été majoré de 0,92 % et les indices et coefficients d'ajustement applicables dans tous les lieux d'affectation ont été réduits proportionnellement, de sorte que la rémunération nette est restée inchangée (A/76/30, par. 24). Ayant demandé des précisions, le Comité a reçu des informations sur les coefficients d'ajustement applicables de juillet 2020 à mars 2022, par mission de maintien de la paix et par pays (voir annexe IV). Il a également été informé que le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2022/23 avait été établi sur la base des coefficients d'ajustement prévus pour février 2022 pour New York et des coefficients promulgués par la CFPI pour janvier 2022 pour les autres villes sièges. Cependant, une fois établi le projet de budget, la CFPI a promulgué les coefficients révisés pour février 2022, qui marquaient une hausse dans presque toutes les villes sièges. L'incidence de la révision des coefficients s'établit, selon les estimations, à 2 millions de dollars et n'est pas prise en compte dans le projet de budget du compte d'appui (A/76/725). **Le Comité consultatif compte que des informations détaillées sur les coefficients d'ajustement, tels qu'ils figurent à l'annexe IV, figureront régulièrement dans les futurs rapports d'ensemble.**

41. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les dépenses communes de personnel prévues au budget pour l'exercice 2022/23 ont été calculées sur la base des dépenses effectives pour la période allant de décembre 2020 à novembre 2021, compte dûment tenu des ajustements liés aux évacuations sanitaires (A/76/717, par. 237). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les coûts partagés de l'Équipe spéciale des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 avaient été répartis entre les entités des Nations Unies participantes, en fonction de leurs effectifs de personnel présents sur le terrain, 30 % étant imputés sur les fonds prévus pour les entités émergeant au budget ordinaire et 70 % sur les budgets des missions de maintien de la paix. Les dépenses communes de personnel prévues au budget pour l'exercice 2022/23 tiennent compte de l'accord de partage des coûts avec l'Équipe spéciale pour cette période.

42. Pour ce qui est des dépenses opérationnelles, le montant des ressources demandées de 1,9 milliard de dollars fait apparaître une augmentation de 92,5 millions de dollars (5,1 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2021/22. Cette augmentation est due principalement : a) à l'accroissement des besoins au titre des opérations aériennes résultant, entre autres, du déploiement de cinq hélicoptères militaires de manœuvre supplémentaires et du déploiement d'un plus grand nombre de véhicules et de systèmes aériens sans pilote dans le cadre de l'adaptation de la force de la MINUSMA ; du déploiement de deux hélicoptères Mi-17 supplémentaires aux termes d'une lettre d'attribution pour la FISNUA ; et de la hausse des coûts du carburant attribuable à des prévisions de consommation plus importantes compte tenu de la consommation effective pour l'exercice 2021/22 à la MINUSCA et à la MINUSMA ainsi qu'à l'augmentation du prix et du volume requis de carburant à la MINUS ; b) à l'accroissement des besoins au titre des installations et infrastructures du fait de la hausse du coût moyen du carburant pour les générateurs au BANUS, à la FINUL et à la MINUSMA ; et c) à l'accroissement des dépenses au titre des transports terrestres en raison de la hausse de la consommation prévue de carburant pour les véhicules à un prix moyen par litre plus élevé à la FINUL, à la MINUSCA et à la MINUSMA (ibid., annexe I, par. 17 à 36). Le Comité consultatif formule des observations complémentaires sur certaines des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles dans les paragraphes pertinents ci-dessous.

Appui aux missions de maintien de la paix

43. En ce qui concerne les besoins en matière de soutien pour 2022/23, le Comité consultatif note que les ressources nécessaires pour les missions de maintien de la paix et le BANUS devraient s'élever à 6,03 milliards de dollars, tandis que celles pour les éléments d'appui (compte d'appui, Base de soutien logistique de Brindisi et Centre de services régional d'Entebbe, hors coût des initiatives à l'échelle de l'Organisation) se monteraient à 483,1 millions de dollars, soit une augmentation de 20,7 millions de dollars (4,5 %) par rapport aux ressources approuvées pour l'exercice 2021/22. Le Comité constate également que le ratio compte d'appui a augmenté régulièrement pour passer de 4,21 en 2016/17 au niveau prévu de 5,52 en 2022/23. Le ratio appui aux missions a aussi progressé de 5,82 en 2016/17 au niveau prévu de 7,34 en 2022/23 (ibid., tableau 5). **Le Comité consultatif note que le Secrétaire général n'explique pas suffisamment dans son rapport les raisons de cette augmentation constante et compte que des informations supplémentaires et des justifications seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport.**

44. S'agissant du compte d'appui, comme les années précédentes, dans le projet de budget pour 2022/23, les montants relatifs aux initiatives menées à l'échelle de l'Organisation ou intéressant les opérations de maintien de la paix en général ont été inscrits au budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, à savoir : 17,2 millions de dollars pour la Division du progiciel de gestion intégré ; 18,6 millions de dollars destinés à couvrir les coûts de la maintenance du progiciel de gestion intégré (Umoja) et les services d'appui au système ; 0,9 million de dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; et 3,9 millions de dollars pour le Système de préparation des moyens de maintien de la paix. Les observations et les recommandations formulées par le Comité consultatif au sujet de ces ressources figurent dans son rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/76/808, par. 12 à 15).

45. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les ressources demandées pour les activités de base du compte d'appui, qui s'élèvent à 333,1 millions de dollars, à l'exclusion des initiatives à l'échelle du Secrétariat, représentent une augmentation de 15,4 millions de dollars (4,9 %), par rapport aux ressources approuvées pour l'exercice 2021/22 et sont destinées à couvrir : a) une augmentation de 9,4 millions de dollars des dépenses de personnel, imputable aux ajustements des paramètres de calcul des traitements en raison de l'inflation et à l'application de taux de vacance moyens plus faibles ; b) l'incidence différée des modifications concernant les postes qui ont été approuvées en 2021/22 (0,8 million de dollars) ; c) l'incidence de la régularisation proposée de 18 postes, précédemment financés par les budgets des opérations de maintien de la paix, au moyen d'un transfert à partir du mécanisme de recouvrement des coûts, qui entraîne une augmentation de 3,3 millions de dollars du budget du compte d'appui, mais qui est sans effet sur les coûts si l'on prend en considération le budget global des opérations de maintien de la paix ; d) une allocation périodique de 1,2 million de dollars pour la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents ; et e) un accroissement des besoins de 0,7 million de dollars au titre principalement de l'assurance maladie après la cessation de service. Le montant des ressources demandées pour les initiatives à l'échelle du Secrétariat devrait s'élever à 40,5 millions de dollars, soit une augmentation de 1,8 million de dollars (4,6 %) par rapport aux ressources approuvées pour la période 2021/22. Cette augmentation correspond à : a) un accroissement des besoins de 1,4 million de dollars au titre de la part des dépenses afférentes au progiciel de gestion intégré revenant aux opérations de maintien de la paix, en raison de l'inclusion des activités d'appui aux clients, sur la base du modèle de financement approuvé par l'Assemblée générale dans sa

résolution [63/262](#) ; et b) un accroissement des besoins de 0,4 million de dollars au titre de la part des dépenses afférentes à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système revenant aux opérations de maintien de la paix. Le tableau 7 récapitule les changements des ressources demandées au titre du compte d'appui.

Tableau 7

Récapitulatif des changements des ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice 2022/23

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Ressources demandées</i>	<i>Montant</i>
Ajustements standard des dépenses de personnel	9,4
Incidence différée des modifications du tableau d'effectifs approuvées en 2021/22	0,8
Intégration de 18 postes imputés au mécanisme de recouvrement des coûts des opérations de maintien de la paix créé en 2014/15	3,3
Réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents	1,2
Part des dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service revenant aux opérations de maintien de la paix	0,7
Total des ressources demandées	15,4
Part des dépenses afférentes au progiciel de gestion intégrée revenant aux opérations de maintien de la paix (résolution 76/246 A de l'Assemblée générale)	1,4
Dépenses afférentes à la maintenance Umoja pour la croissance des données et des services	0,4
Augmentation totale des besoins au titre des activités autres que les activités de base	1,8
Augmentation brute	17,4

46. En ce qui concerne l'augmentation des ressources demandées au titre des entités d'appui aux missions pour l'exercice 2022/23, le Comité consultatif a été informé que, s'agissant de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, cette augmentation tenait principalement à la nécessité de procéder au renouvellement du matériel informatique obsolète, qui avait été reporté au fil des ans en raison de contraintes budgétaires. Elle était aussi due pour partie à la proposition de création de trois postes et à alignement des taux de contribution du personnel sur le barème des traitements. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ([A/76/730](#)), une équipe d'examen interne a affiné et revu le dispositif de modulation des ressources existant afin de valider et d'évaluer les ressources consacrées aux activités d'appui dans la Base de soutien logistique et aux activités d'appui direct aux opérations de maintien de la paix. En outre, un examen externe a permis de passer en revue et de recommander des améliorations supplémentaires afin de mettre au point une définition claire de la modulation et de garantir une prise en compte cohérente des facteurs ayant trait au volume de travail et aux gains d'efficacité. L'examen externe réalisé par un(e) consultant(e) a confirmé que les ressources étaient censées être déterminées non seulement par le volume des transactions et les besoins en équivalents plein temps correspondants à la Base de soutien logistique et dans les missions, mais aussi par la complexité de ces activités et la nécessité de les coordonner et de les personnaliser et d'assurer une capacité minimale permanente.

47. S'agissant du Centre de services régional d'Entebbe, bien qu'une réduction de 19 postes soit proposée, les ressources demandées sont en augmentation principalement en raison de la réduction proposée des taux de vacance pour le

personnel recruté sur le plan international et de l'augmentation des dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget du Centre pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 (A/76/685), le niveau des ressources demandées est fondé sur un dispositif révisé de modulation des ressources, qui est axé sur les activités de traitement administratif et repose sur l'analyse de l'équivalent plein temps fondée sur le temps consacré à chaque opération et le volume annuel prévu, compte tenu des effectifs autorisés, pour l'exercice 2022/23, pour l'ensemble des entités clientes (ibid., par. 34 à 46).

48. Notant la nécessité d'améliorer encore le dispositif de modulation des ressources à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et rappelant ses observations sur le perfectionnement et la stabilisation du dispositif au Centre de services régional d'Entebbe, le Comité consultatif réaffirme que les projets de budget futurs devraient être établis de façon qu'il soit possible de moduler les ressources des composantes Appui des missions et leurs structures, notamment en ce qui concerne les effectifs et les dépenses opérationnelles, en fonction de l'évolution des effectifs des autres composantes et de celle des mandats et de l'environnement opérationnel, en particulier en cas de réduction des effectifs ou de reconfiguration (voir aussi A/75/822, par. 49 et 50 et A/74/737, par. 47 et 48). Le Comité formule d'autres observations et recommandations, notamment sur le dispositif de modulation, dans ses rapports sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/76/808), le Centre de services régional d'Entebbe (A/76/760/Add.6) et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/76/760/Add.5).

49. Dans son rapport d'ensemble, le Secrétaire général indique que les prévisions budgétaires pour l'exercice 2022/23 ont été faites sur la base des taux de change en vigueur au moment de l'établissement du budget, c'est-à-dire au 1^{er} décembre 2021 (A/76/717, par. 229). Le Comité consultatif compte que les informations les plus récentes sur les taux de change seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport.

Ressources humaines

Représentation équilibrée des femmes et des hommes

50. Dans son rapport, le Secrétaire général indique qu'il est parvenu à assurer la parité femmes-hommes parmi les hauts responsables du Secrétariat et que, si l'ONU est dans l'ensemble en bonne voie pour parvenir à la parité, des difficultés subsistent, en particulier sur le terrain, où les progrès sont plus lents. La représentation des femmes civiles parmi le personnel international sur le terrain a atteint 29 % en juillet 2021. Des mesures visant à améliorer le taux de représentation des femmes civiles dans les opérations de maintien de la paix sont prises dans le cadre du groupe de travail sur les mesures à prendre d'urgence pour parvenir à la parité femmes-hommes dans les opérations sur le terrain³. Des initiatives telles que la « filière de sélection de femmes qualifiées en vue de leur recrutement à des postes de direction », qui relève du Département de l'appui opérationnel, contribuent au recrutement de davantage de femmes civiles aux postes de direction. Depuis 2014, 51 candidates issues de la filière

³ Ce groupe de travail a été créé par le Secrétaire général en 2018 pour stimuler le recrutement, la sélection et la rétention des femmes sur le terrain. Il veille notamment à mieux équilibrer la proportion de femmes et d'hommes dans les listes de réserve en y faisant figurer davantage de femmes qualifiées, à élaborer des plans d'action spécifiques pour aider les différentes entités à atteindre leurs objectifs en matière de parité femmes-hommes et de diversité géographique et à respecter la politique actualisée sur les mesures temporaires spéciales visant à assurer la parité des sexes (ST/AI/2020/5).

ont été nommées à des postes de la classe P-5 jusqu'au rang de Secrétaire générale adjointe (ibid., par. 45 à 50). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, par ailleurs, l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, créée en janvier 2019 sous l'égide du Département de l'appui opérationnel, avait achevé les études d'avant-projet pour des camps de 200 personnes destinés aux militaires et au personnel de police ainsi que pour des modules améliorés d'hébergement préfabriqués et de blocs sanitaires, afin de renforcer la participation et la rétention des femmes dans les missions sur le terrain. Dans une deuxième phase, le projet vise à mettre en œuvre ces concepts d'infrastructure et d'hébergement sensibles au genre dans les opérations de maintien de la paix. Le Comité a également reçu, à sa demande, des informations sur la représentation des sexes dans les missions de maintien de la paix, qui montrent que les femmes civiles représentaient 25,6 % de l'effectif total du personnel sur le terrain au 28 février 2022. **Il réaffirme qu'il faut redoubler d'efforts pour remédier au déséquilibre entre femmes et hommes dans le personnel des opérations de maintien de la paix, en particulier dans les postes de direction.** Il formule d'autres observations et recommandations sur les questions de parité entre les sexes dans ses rapports de mission (voir, par exemple, [A/76/760/Add.3](#), par. 30, [A/76/760/Add.4](#), par. 42 et [A/76/760/Add.13](#), par. 28) ; voir également [A/75/822](#), par. 43).

Représentation géographique équitable

51. Des informations démographiques sur les effectifs montrant la répartition géographique du personnel et la représentation des États Membres sont présentées dans le rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat ([A/76/570](#) et [A/76/570/Corr.1](#)). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif s'est vu communiquer le nombre de fonctionnaires actifs dans les missions de maintien de la paix, la représentation des pays fournisseurs de contingents et de forces de police au Département des opérations de paix et le nombre de fonctionnaires financés par le compte d'appui au cours des trois dernières années, par groupe régional. **Il rappelle qu'aux termes du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Il réaffirme l'importance d'une répartition géographique équitable dans le recrutement du personnel et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de communiquer des informations détaillées et ventilées à ce sujet dans son prochain rapport d'ensemble. Il compte que le Secrétaire général redoublera d'efforts pour assurer une représentation adéquate des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, y compris dans les départements financés par le compte d'appui (voir également [A/75/822](#), par. 44). Le Comité estime également que le prochain rapport d'ensemble devrait contenir des informations sur les tendances concernant le recrutement de candidat(e)s externes par rapport aux candidat(e)s internes.** Le Comité a formulé d'autres observations et recommandations sur la représentation géographique dans ses rapports concernant les missions (voir, par exemple, [A/76/760/Add.3](#), par. 30, [A/76/760/Add.4](#), par. 42, et [A/76/760/Add.13](#), par. 28).

Transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national

52. Le Comité consultatif rappelle que dans ses rapports précédents, il a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour proposer, dans les futurs projets de budget des missions, de nouveaux transferts de fonctions à des agents recrutés sur le plan national, et de fournir des informations détaillées à ce sujet dans son prochain rapport d'ensemble (voir

[A/75/822](#), par. 45). Il a été informé que, conformément à son mandat consistant à fournir un appui et des conseils aux entités, notamment dans le domaine de la planification des effectifs, le Département de l'appui opérationnel a diffusé un guide sur la prise en compte de la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national dans la planification des effectifs en 2021. Ce guide s'appuie sur les directives publiées à cet égard en octobre 2018 pour les opérations de paix par l'ancien Département de l'appui aux missions, qui ont été mises à jour et étoffées pour refléter les changements structurels découlant de la réforme de la gestion entreprise par le Secrétaire général en 2019. Ayant demandé des précisions, le Comité a reçu des informations sur la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national dans chaque mission pour les exercices allant de 2017/18 à 2022/23. Les informations fournies ont montré qu'en 2017/18, 2018/19, 2019/20, 2020/21 et 2021/22, seuls 37, 8, 10, 5 et 4 postes, respectivement, avaient fait l'objet d'une telle transformation et qu'il avait été proposé de transformer 3 postes au cours de l'exercice 2022/23. **Il estime que peu de progrès ont été accomplis sur le plan de la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national, notamment durant les exercices récents, et recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour inclure davantage de propositions à cet effet dans les futurs budgets des missions (voir aussi le par. 20 de la résolution [70/286](#) de l'Assemblée générale).**

Volontaires des Nations Unies recruté(e)s sur le plan international et sur le plan national

53. Le rapport d'ensemble du Secrétaire général indique que le nombre proposé de Volontaires des Nations Unies dans les missions de maintien de la paix actives et les entités d'appui pour l'exercice 2022/23 est de 1 379, soit une diminution de cinq postes par rapport aux effectifs approuvés pour 2021/22 ([A/76/717](#), tableau 11). Le Comité consultatif s'est vu communiquer, à sa demande, les rapports au personnel civil des Volontaires des Nations Unies recruté(e)s sur le plan international et sur le plan national dans les missions de maintien de la paix actives et les entités d'appui. Il a également été informé que les besoins en ressources de chaque mission de maintien de la paix, y compris les besoins en Volontaires des Nations Unies, étaient évalués chaque année en fonction du mandat particulier et du contexte opérationnel de la mission de maintien de la paix. La FINUL, la FNUOD et l'UNFICYP sont les seules missions de maintien de la paix qui n'ont pas compté de Volontaires des Nations Unies dans leurs effectifs au cours des trois derniers exercices budgétaires, et les Volontaires des Nations Unies ne figurent pas dans les budgets proposés pour ces missions pour l'exercice 2022/23. **Dans un souci de clarté, le Comité consultatif recommande à nouveau que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de présenter dans les futurs budgets des missions des chiffres ventilés et les incidences financières concernant les Volontaires des Nations Unies, recruté(e)s sur le plan international ou le plan national. Il compte également que les futurs budgets des missions comprendront davantage de propositions de création de postes de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national, le cas échéant ([A/75/822](#), par. 46).**

Dépenses opérationnelles

54. L'augmentation des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles, d'un montant de 92,5 millions de dollars, représente environ 70 % de l'augmentation de l'ensemble des ressources demandées pour 2022/23. Elle est due principalement à un accroissement des besoins au titre des installations et infrastructures (26,2 millions de dollars), des opérations aériennes (40,8 millions de dollars), des transports

terrestres (17,8 millions de dollars) et des fournitures, services et matériel divers (12,6 millions de dollars). La hausse des prix du carburant est un facteur commun auquel est attribuée la progression attendue des dépenses au titre des installations et infrastructures, des transports terrestres et des opérations aériennes.

Voyages officiels

55. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les dépenses proposées pour les voyages officiels en 2022/23 s'élèvent à 25,5 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 0,07 million de dollars (0,3 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2021/22. Cette diminution est principalement attribuable à : a) la fermeture de la MINUAD (0,7 million) ; et b) le recours accru prévu par la MINUSS à des plateformes de formation en ligne (0,3 million de dollars) au cours de l'exercice 2022/23. Cette diminution est contrebalancée en partie par la hausse des dépenses, notamment pour : a) la MONUSCO (0,8 million de dollars), en raison d'une augmentation des consultations politiques régionales conformément aux tâches prescrites ; et b) la FINUL (0,2 million de dollars), en raison principalement du plus grand nombre de voyages faisant suite à la normalisation prévue des activités opérationnelles et de formation. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif s'est vu communiquer une ventilation, par mission, des dépenses au titre des voyages à des fins de formation et des voyages à des fins autres que la formation pour les exercices 2021/22 et 2022/23, comme indiqué au tableau 8. **Afin de réduire les frais de voyage, le Comité consultatif réaffirme que dans la mesure du possible, les technologies de pointe et les outils de formation à distance doivent être pleinement exploités, les voyages regroupés et le nombre de participants restreint (voir aussi A/73/779, par. 16 et 18 et 19). Il espère en outre que les dispositions de la circulaire ST/SGB/2009/9 seront appliquées de manière cohérente pour les déplacements du personnel qui participe à des conférences internes. Il attend avec intérêt de recevoir des informations ventilées sur les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur des zones de mission dans les futurs rapports sur les missions de maintien de la paix et les rapports d'ensemble.**

Tableau 8

Budget approuvé pour l'exercice 2021/22 et projet de budget pour l'exercice 2022/23 pour les voyages de fonctionnaires à des fins de formation et à des fins autres que la formation, par opération de maintien de la paix

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Approuvé pour 2021/22</i>			<i>Proposé pour 2022/23</i>		
	<i>Fins autres que la formation</i>	<i>Formation</i>	<i>Total</i>	<i>Fins autres que la formation</i>	<i>Formation</i>	<i>Total</i>
MINURSO	397,4	124,4	521,8	462,1	167,7	629,8
MINUSCA	2 515,9	587,5	3 103,4	2 583,5	519,9	3 103,4
MINUSMA	2 809,6	894,5	3 704,1	2 710,6	894,5	3 605,1
MONUSCO	3 442,9	647,6	4 090,5	4 254,7	637,1	4 891,8
FNUOD	137,7	70,0	207,7	151,2	70,0	221,2
UNFICYP	145,7	63,7	209,4	173,9	80,4	254,3
MINUK	213,1	106,7	319,8	197,5	118,3	315,8
FINUL	392,6	143,7	536,3	538,0	195,5	733,5
BANUS	912,1	549,0	1 461,1	946,5	519,0	1 465,5
MINUSS	1 949,3	672,0	2 621,3	1 925,6	366,8	2 292,4

Opération de maintien de la paix	Approuvé pour 2021/22			Proposé pour 2022/23		
	Fins autres que la formation	Formation	Total	Fins autres que la formation	Formation	Total
FISNUA	453,6	226,4	680,0	439,3	240,7	680,0
Total partiel	13 369,9	4 085,5	17 455,4	14 382,9	3 809,9	18 192,8
Base de soutien logistique à Brindisi	367,7	83,9	451,6	365,6	83,4	449,0
Centre de services régional d'Entebbe	185,6	52,6	238,2	210,9	29,0	239,9
Compte d'appui	4 911,3	1 796,0	6 707,3	4 839,2	1 787,3	6 626,5
Total	18 834,5	6 018,0	24 852,5	19 798,6	5 709,6	25 508,2

Transports terrestres

56. En ce qui concerne les transports terrestres, les ressources demandées pour l'exercice 2022/23 s'élèvent à 97,1 millions de dollars, soit une augmentation de 17,8 millions de dollars (22,5 %) par rapport au montant alloué en 2021/22. Cette augmentation représente environ 19,2 % de l'augmentation totale des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2022/23 par rapport à l'exercice 2021/2022 (voir annexe III). Elle est due principalement à la hausse de la consommation prévue de carburant pour les véhicules à un prix moyen par litre plus élevé dans certaines missions, à savoir la MINUSMA et la MONUSCO (A/76/717, annexe I, par. 23). Pour l'exercice 2020/21, la sous-utilisation des crédits au titre des transports terrestres s'est élevée à 1,5 million de dollars (1,6 %) (A/76/717, annexe II, par. 24). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément au nouveau cadre de délégation de pouvoirs, les missions sur le terrain avaient toute autorité pour prendre des mesures d'atténuation en contrôlant la consommation et en utilisant les réserves stratégiques et/ou locales de carburant. Chaque mission était responsable du maintien de ses dépenses dans les limites des ressources budgétaires approuvées, notamment en faisant tout son possible pour redéfinir les priorités de ses ressources et activités existantes afin de répondre à des besoins imprévus ou accrus.

57. Pour ce qui est de l'acquisition de véhicules, le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 70/286, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à revoir la composition des parcs de véhicules des missions, et à l'optimiser, de faire en sorte que les véhicules soient adaptés aux besoins, et de faire figurer, dans le prochain rapport d'ensemble, une analyse coûts-avantages présentant notamment le type, la qualité, l'efficacité, les dépenses d'entretien et l'impact sur l'environnement des véhicules à l'issue des ajustements qui auront été opérés. Il a déjà indiqué qu'il fallait continuer de faire en sorte que le nombre de véhicules dans les missions cadre avec les besoins prévus pour chaque catégorie de personnel dans les limites des ratios standard. Toutefois, le nombre et le type des nouveaux véhicules et des véhicules de remplacement qui seront fournis aux missions à l'avenir devront avant tout être adaptés aux conditions opérationnelles, y compris la topographie et les infrastructures disponibles dans la zone d'opérations, les conditions de sécurité ainsi que la chaîne d'approvisionnement et la disponibilité des pièces de rechange (voir aussi A/75/822, par. 60 et A/72/789, par. 45). Le Comité note que le rapport d'ensemble fait état d'une augmentation des besoins pour l'ajout de nouveaux véhicules et le remplacement des véhicules vieillissants (A/76/717, tableau 9, et annexe I, par. 23). **Il compte que le Secrétaire général optimisera la composition des parcs de véhicules des missions, conformément au paragraphe 40 de la**

résolution 70/286 de l'Assemblée générale, et fournira des informations complètes dans le prochain rapport d'ensemble.

Opérations aériennes

58. Les ressources demandées pour l'exercice 2022/23 au titre des opérations aériennes s'élèvent à 594,4 millions de dollars, soit une augmentation de 40,8 millions de dollars (7,4 %) par rapport au montant alloué pour 2021/22. Cette augmentation représente environ 44 % de l'augmentation totale des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2022/23 (voir annexe III). Pour l'exercice 2020/21, la sous-utilisation des crédits au titre des opérations aériennes s'est élevée à 144,1 millions de dollars (23,3 %) (ibid., annexe II, par. 26, et annexe VI). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif s'est vu communiquer une liste des moyens aériens de chaque mission de maintien de la paix et de leurs sources respectives (fournis commercialement ou par le biais d'une lettre d'attribution avec un État Membre).

59. Dans le rapport d'ensemble, le Secrétaire général explique que la constitution et le déploiement dans les missions de systèmes de drones aériens aux fins du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance continuent de faciliter grandement l'exécution des mandats sur le plan opérationnel. Plusieurs opérations de maintien de la paix recourent à de petits drones tactiques moyenne altitude et longue endurance pour protéger leurs soldats et soldates de la paix et assurer des activités de reconnaissance et d'appréciation de la situation. Quel que soit leur type, tous les systèmes de drones aériens et systèmes aéroportés de renseignement, de surveillance et de reconnaissance sont coordonnés et employés conformément au cadre réglementaire régissant les opérations aériennes de la mission concernée. Les activités de constitution et de déploiement de tels systèmes sont conduites en s'appuyant sur l'expérience acquise par la cellule conjointe chargée des systèmes de drones aériens, qui est composée de spécialistes qualifiés et expérimentés du transport aérien, de la sécurité aérienne, des achats, des affaires militaires, des technologies et de la lutte antiterroriste. Dans le cadre de ses efforts visant à élaborer une nouvelle stratégie efficace relative aux systèmes d'aéronefs non habités et aux systèmes aéroportés de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, le Secrétariat examine les autres utilisations potentielles des drones aériens (qui, pour l'instant, servent principalement au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance), comme le transport, la livraison de marchandises ou d'autres tâches logistiques, en coordination avec des partenaires humanitaires tels que le Programme alimentaire mondial et l'Organisation de l'aviation civile internationale. Cette stratégie recense un certain nombre de possibilités d'amélioration dans les domaines des opérations, du soutien logistique, de l'établissement des lettres d'attribution et de la passation des marchés, de la sécurité et de la sûreté, du cadre réglementaire et des partenariats (ibid., par. 94 à 98).

60. Les informations sur les déploiements actuels et prévus, y compris l'estimation des ressources nécessaires pour les systèmes à fournir dans le cadre d'accords commerciaux, de mémorandums d'accord et de lettres d'assistance, figurent à l'annexe III du rapport d'ensemble. Les ressources demandées pour ces systèmes à la MINUSCA, à la MINUSMA et à la MONUSCO s'élèvent à environ 45,9 millions de dollars pour 2022/23. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'approvisionnement en systèmes de drones aériens se faisait sur la base des besoins opérationnels spécifiques à la mission. Une fois le besoin défini, la solution la plus efficace par rapport au coût était recherchée dans le commerce auprès des fournisseurs ou par le biais d'une lettre d'attribution ou d'un mémorandum d'accord en cas de fourniture des services par des unités militaires. Actuellement, la MONUSCO et la MINUSMA disposaient de services commerciaux de systèmes de drones aériens pour le renseignement, la surveillance et la reconnaissance. Les

sources d'approvisionnement commerciales et militaires étaient toutes deux des solutions efficaces par rapport au coût.

61. **Le Comité consultatif note que des ressources importantes sont demandées au titre des systèmes de drones aériens dans les missions de maintien de la paix. Sachant combien les capacités, le coût, l'utilisation et les modalités d'achat des différents systèmes varient, il recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de fournir des informations plus détaillées sur les enseignements tirés du déploiement de systèmes de drones aériens pendant les exercices antérieurs ou en cours, sur les raisons qui expliquent et justifient le recours à des systèmes précis, notamment l'optimisation du nombre et du type de systèmes à acheter, ainsi que sur les mesures visant à améliorer les taux d'utilisation et à assurer le recouvrement des coûts en cas de faible utilisation ou disponibilité (voir aussi A/73/755, par. 67).**

Communications et informatique

62. Le Comité consultatif note le dépassement des crédits de 20,9 millions de dollars (7,3 %) au titre des communications et de l'informatique pendant l'exercice 2020/21 (A/76/717, annexe II, tableau 1 et par. 30 et 31). Il a demandé mais n'a pas reçu d'informations claires sur les dépenses effectuées au cours des cinq dernières années en matière de matériel informatique ; de services de télécommunication et de réseau ; de maintenance des équipements TIC et de services d'assistance ; de pièces de rechange ; de location de matériel ; de licences et de redevances ; de services d'information et de publication. **Le Comité consultatif compte que des informations suffisamment complètes et actualisées sur ces dépenses au titre des communications et de l'informatique seront communiquées à l'Assemblée générale lorsque celle-ci examinera le présent rapport. Il recommande à nouveau à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de fournir dans son prochain rapport d'ensemble des informations détaillées et complètes sur les activités liées à la promotion des technologies et de l'innovation ainsi que sur les ressources correspondantes, par mission et par département du Siège.**

C. Autres questions concernant les opérations de maintien de la paix en général

1. Activités relatives aux programmes et opérations de maintien de la paix

63. Le Comité consultatif rappelle que dans plusieurs des résolutions qu'elle a adoptées à sa soixante-quinzième session, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que chaque mission ait la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elle rende compte de l'emploi qu'elle en fait, conformément aux directives applicables et compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, et de faire figurer dans le prochain projet de budget et dans le rapport sur l'exécution du budget des renseignements détaillés sur les activités de la mission relatives aux programmes, notamment sur la façon dont elles ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation et sur la mise en place par la mission des contrôles voulus (voir résolutions 75/300, par. 22 et 75/302, par. 20 de l'Assemblée générale).

64. Dans son rapport d'ensemble, le Secrétaire général indique que, conformément aux critères énoncés dans les lignes directrices, les activités relatives aux programmes visent à faire progresser l'exécution du mandat des missions, tel que défini dans les résolutions du Conseil de sécurité, et reflètent les priorités stratégiques de ces dernières, telles qu'énoncées dans les cadres stratégiques intégrés, les plans de

transition et les autres instruments de planification. En tant que modalité essentielle d'exécution du mandat, les objectifs et la nature de ces activités sont déterminés par la direction de la mission en fonction des besoins et des priorités propres au contexte, tels qu'ils sont mis en évidence dans les hypothèses de planification du budget de la mission, et il est rendu compte de la mise en œuvre effective dans le cadre des rapports sur l'exécution du budget de la mission. Les lignes directrices fournies aux missions n'emportent pas d'obligation quant au type d'activités à mettre en place ([A/76/717](#), par. 124 à 126). On trouvera à l'annexe VIII du rapport d'ensemble le détail des dépenses à prévoir au titre des activités relatives aux programmes dans 10 missions actives, dont le montant est estimé à 201,2 millions de dollars, dont 143,9 millions destinés aux activités de lutte antimines. Les autres grandes catégories d'activités relatives aux programmes sont : l'état de droit, les droits humains, les institutions chargées de la sécurité et la réforme du secteur de la sécurité (21,5 millions de dollars) ; la lutte contre la violence locale (12,5 millions de dollars) ; le désarmement, la démobilisation et la réintégration (7,9 millions de dollars). Le Comité consultatif note l'inclusion d'une catégorie d'activités programmatiques appelée « autres » d'un montant estimé à 1,7 million de dollars, dont 1,3 million de dollars pour la MINUSMA et 0,4 million de dollars pour la MINUSCA.

65. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que les besoins de financement d'activités relatives aux programmes augmentaient lorsqu'une mission de maintien de la paix multidimensionnelle approchait de son retrait, en raison de la nécessité de soutenir les stratégies nationales de consolidation de la paix de manière intégrée. L'exemple de la MINUAD au Darfour a montré l'incidence des activités relatives aux programmes sur la mobilisation et le renforcement des capacités dont l'ONU et les autorités nationales avaient besoin pour s'attaquer aux facteurs de conflit résiduels et contribuer à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Ces efforts exigeaient des ressources souples et prévisibles, en particulier pendant la planification et la gestion actives de la transition. Dans d'autres contextes de transition, tels que le retrait progressif de la MONUSCO en République démocratique du Congo, le passage envisagé du maintien de la paix à la consolidation de la paix implique que l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres acteurs devront intensifier leur appui aux programmes dans les domaines prioritaires identifiés dans le plan de transition conjoint. Le Comité consultatif formule d'autres observations et recommandations sur les activités relatives aux programmes dans son rapport sur l'exécution du budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ([A/76/807](#), par. 33).

66. Le Comité consultatif estime que des informations détaillées relatives à l'étendue des activités relatives aux programmes, y compris une ventilation de la catégorie des « autres » activités relatives aux programmes, devraient figurer dans les projets de budget des missions de maintien de la paix et les rapports d'ensemble. Il espère que ces activités seront en phase avec les mandats, qu'elles seront durablement efficaces et qu'il en sera rendu compte, en particulier dans les contextes de transition (voir aussi [A/76/807](#), par. 33, [A/74/737](#), par. 59 et [A/73/755](#), par. 61).

2. Activités de lutte antimines

67. On trouvera dans le rapport d'ensemble des informations sur les activités de lutte antimines prévues pour l'exercice 2022/23, y compris les types d'activités prévues dans chaque mission, les principaux résultats attendus, les ressources demandées et les partenaires ou organismes d'exécution désignés ([A/76/717](#), annexe VII). Il est indiqué que le montant des ressources demandées pour les activités de lutte antimines s'élève à 143,9 millions de dollars pour 10 missions, contre 142,6 millions de dollars approuvés pour l'exercice 2021/22, l'ensemble des activités

concernées étant mises en œuvre par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations sur d'autres projets entrepris par l'UNOPS dans le cadre des missions de maintien de la paix, à l'exclusion des activités de lutte antimines, au cours des trois derniers exercices budgétaires, ainsi que sur les commissions qui lui ont été versées à ce titre, pour un montant de 42,9 millions de dollars. En outre, le Comité a été informé de cas d'engagement de vacataires par l'intermédiaire de l'UNOPS, y compris pour surmonter les difficultés rencontrées pour appliquer les politiques existantes du Secrétariat en matière de ressources humaines ([A/76/760/Add.10](#), par. 55). **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur tous les projets exécutés par l'UNOPS, ainsi que sur les paiements correspondants, seront fournies à l'Assemblée générale lors de l'examen du présent rapport.**

68. Dans le rapport d'ensemble, le Secrétaire général indique, au paragraphe 269, que le Service de la lutte antimines a lancé un examen indépendant de la rentabilité et de l'efficacité de la prestation des services de lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix, comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans les résolutions budgétaires de neuf opérations de maintien de la paix. La demande de l'Assemblée faisait suite à une recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/5 \(Vol. II\)](#), par. 175), à laquelle le Comité consultatif avait souscrit et qui visait à évaluer le partenariat actuel entre le Service de la lutte antimines et l'UNOPS et à envisager d'autres approches pour l'exécution des mandats dans les opérations de paix et dans les situations autres que les missions (voir également [A/75/829](#), par. 31 et 32). Les conclusions de cet examen seront présentées lors de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée. Le Comité consultatif formule d'autres observations et recommandations relatives aux activités de lutte antimines dans son rapport sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2021 ([A/76/735](#), par 11 à 14).

69. Selon le Secrétaire général, au 1^{er} juillet 2021, les programmes de lutte antimines dans huit opérations de maintien de la paix (FINUL, FISNUA, MINURSO, MINUSCA, MINUSMA, MINUSS, MONUSCO et UNFICYP) sont dirigés par des membres du personnel des missions, ce qui garantit que le Service de lutte antimines évalue le niveau des menaces, conçoit des réponses appropriées et représente et supervise ses programmes au sein des missions. L'intégration des emplois de temporaire correspondants au tableau des effectifs des missions est reflétée dans les projets de budget pour 2022/23 des huit opérations de maintien de la paix. Comme il ne s'agit pas de nouvelles fonctions et qu'elles avaient été précédemment inscrites au budget à la rubrique Services de détection des mines et de déminage en vertu d'un accord de mise en œuvre conclu par le Service de la lutte antimines et l'UNOPS, l'ajout de ces emplois de temporaire au tableau des effectifs des missions est compensé par une baisse correspondante à la rubrique Fournitures, services et matériel divers ([A/76/717](#), par. 270). Il convient de noter qu'ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, pour tous les programmes du Service de la lutte antimines, chaque poste de spécialiste de la gestion de programme dans une opération de maintien de la paix ou une mission politique spéciale était classé selon un processus de classement de l'UNOPS adopté en 2020. Il s'est vu en outre communiquer une comparaison entre le coût du poste de chef du programme de lutte antimines en tant que membre du personnel du Secrétariat et le coût des mêmes

services fournis par l'UNOPS, qui indiquait une différence en faveur de l'UNOPS (voir également [A/76/760/Add.4](#), par. 19).

70. Le Service de la lutte antimines a amélioré son système de suivi et d'évaluation et a mis en place des mesures pour renforcer le suivi des résultats des projets, a renforcé ses procédures de contrôle financier et a établi un comité multidisciplinaire chargé d'examiner en profondeur les stratégies, les plans de travail et les budgets des programmes, les propositions des donateurs et les accords financiers avec l'UNOPS. Il collabore étroitement avec les responsables des missions afin de s'assurer que les ressources de celles-ci sont utilisées pour exécuter les mandats de la manière la plus efficace possible. Il cherche à renforcer ses capacités d'évaluation de la menace que représentent les engins explosifs et de conception et de supervision des programmes, afin de réduire la dépendance excessive actuelle vis-à-vis de l'UNOPS observée par le Comité des commissaires aux comptes et de se doter des compétences nécessaires pour diriger différents aspects de ses programmes : politiques, stratégie, gestion, représentation et supervision ([A/76/717](#), par. 270).

71. **Le Comité consultatif redit ses préoccupations quant à la gestion des activités de lutte antimines dans les missions et attend avec intérêt les conclusions de l'étude indépendante sur le rapport coût-efficacité et la mise en œuvre efficace de la lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix. Il souligne que les ressources demandées pour la lutte antimines, notamment les frais de gestion, devraient être globales et fondées sur une analyse coûts-avantages et un plan de mise en œuvre complets et transparents. Il recommande en outre que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'inclure dans les prochains rapports d'ensemble des données consolidées sur les activités de lutte antimines et les ressources correspondantes, y compris des précisions sur la planification et les résultats, ainsi que davantage d'informations sur la gamme complète des services fournis par l'UNOPS en matière de déminage et dans d'autres domaines. Il recommande par ailleurs que, dans les futurs budgets des missions, les ressources liées à la lutte antimines soient ventilées par rubriques budgétaires détaillées afin de permettre une analyse plus fine des coûts correspondants, et qu'elles reposent sur des hypothèses de planification mieux définies (voir également [A/75/829](#), par. 25 à 32, [A/75/822](#), par. 64 et [A/76/760/Add.10](#), par. 55).**

3. Gestion de l'environnement et efficacité énergétique

72. Dans sa résolution [70/286](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il menait pour atténuer l'empreinte environnementale globale des missions de maintien de la paix, notamment en mettant en place des systèmes de gestion des déchets et de production d'énergie qui soient respectueux de l'environnement. Dans son rapport d'ensemble, le Secrétaire général indique qu'il continue de renforcer les mesures d'application de la stratégie environnementale pour les opérations de paix (2017-2023), en fonction des conditions régnant sur le terrain et dans le plein respect des règles et règlements applicables. La mise en œuvre de la deuxième phase de la stratégie, qui couvre la période allant de juillet 2020 à juin 2023, demeure axée sur les cinq piliers de la stratégie : le système de gestion environnementale, les déchets, les eaux usées, l'énergie et les pratiques ayant une incidence plus générale. L'exercice 2020/21 a été le quatrième pour lequel un rapport sur les indicateurs relatifs à la stratégie a été présenté, et on trouvera dans le tableau 1 du rapport d'ensemble un récapitulatif des progrès accomplis au cours des quatre exercices. La tendance générale reste positive, les scores environnementaux s'améliorant dans la majorité des missions, en dépit des difficultés opérationnelles causées par la COVID-19. Les données concernant les exercices précédents ont été recalculées, le cas échéant, en utilisant la dernière méthode mise en place ([A/76/717](#), par. 176 à 178 et tableau 1).

73. Le Secrétaire général indique que le Département de l'appui opérationnel continue d'aider les missions à introduire des améliorations. L'assistance technique est coordonnée par le Groupe de l'appui technique à la gestion de l'environnement de la BSLB, avec le soutien du projet Assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques. Des fonds d'un montant de 1,5 million de dollars pour l'exercice 2020/21 ont été dépensés conformément aux objectifs du projet. En ce qui concerne les projets de budget pour l'exercice 2022/23, les ressources demandées s'élèvent à 1,4 million de dollars, montant qui est inférieur à celui de l'exercice précédent en raison de la fermeture de la MINUAD. Depuis février 2021, le projet Assistance technique rapide est directement assuré par l'UNOPS, sans contribution technique du PNUE (ibid., par. 179 et 180). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Département de l'appui opérationnel fournissait un appui à la gestion de l'environnement dans l'ensemble du Secrétariat, grâce aux moyens disponibles au sein du Bureau du Secrétaire général adjoint et du Groupe de l'appui technique à la gestion de l'environnement de la BSLB. Le projet Assistance technique rapide venait compléter cet appui en proposant une aide consacrée spécifiquement au maintien de la paix et en offrant un ensemble de compétences techniques qui pouvaient être remaniées de manière dynamique et rapide pour répondre à l'évolution des besoins des missions. Grâce au modèle actuel, les missions avaient accès aux compétences en matière d'environnement du Département de l'appui opérationnel, ainsi qu'à des connaissances spécialisées et modulables dans des domaines techniques du système de gestion environnementale, et sur les déchets solides et dangereux, l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, et l'eau et les eaux usées. Le projet Assistance technique rapide était mis en œuvre dans le cadre d'un mémorandum d'accord entre le Département et l'UNOPS et financé par les opérations de maintien de la paix selon une répartition au prorata (déterminée sur la base des budgets des missions). Le Comité s'est fait communiquer des informations sur la manière dont les dépenses prévues au titre du projet, d'un montant de 1,4 million de dollars, étaient réparties entre les différentes composantes du maintien de la paix dans les projets de budget pour l'exercice 2022/23.

74. Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements sur la performance environnementale de chaque mission pour l'exercice 2020/21 ainsi que leurs tableaux de bord d'évaluation environnementale. Il s'est également fait fournir une liste des projets tendant à accroître le rendement énergétique mis en œuvre dans chaque mission de maintien de la paix ainsi que des informations sur les économies qui pourraient être réalisées grâce à ces projets. **Le Comité consultatif prend note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie environnementale pluriannuelle visant à réduire l'empreinte écologique des opérations de maintien de la paix, et compte que des informations détaillées sur la progression de la performance des missions seront présentées dans les prochains rapports d'ensemble. Il est également conscient des efforts actuellement déployés pour établir des données de référence s'agissant de la capacité et de l'utilisation de l'énergie dans les missions de maintien de la paix, et compte que d'autres informations sur les progrès accomplis à cet égard ainsi que sur les projets mis en œuvre et la relation avec l'UNOPS figureront dans les prochains rapports d'ensemble.**

4. Réduction des effectifs, clôture ou transition des missions de maintien de la paix

75. On trouvera aux paragraphes 135 à 144 du rapport d'ensemble des informations sur le processus de planification de la transition d'une mission dont le mandat touche à sa fin, la MONUSCO, et d'une mission dont le mandat est terminé, la MINUAD. Il est indiqué au paragraphe 144 qu'une évaluation des enseignements tirés de l'expérience de la MINUAD a été menée à bien et soumise au Conseil de sécurité en

décembre 2021 (voir [S/2021/1099](#)). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Département de l'appui opérationnel procédait actuellement, par l'intermédiaire d'un(e) consultant(e) indépendant(e), à une analyse des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience en ce qui concernait tous les aspects de l'appui opérationnel apporté avant la liquidation de la MINUAD, pendant ses phases de retrait et de liquidation et après sa liquidation. L'analyse thématique de cet exercice, qui devrait être achevée en août 2022 au plus tard, porterait sur les éléments suivants : les activités de planification et de préparation menées durant toutes ces phases ; la structure organisationnelle, notamment le respect du principe de responsabilité, le suivi et la communication d'informations ; la collaboration avec les principales parties prenantes, notamment le pays hôte ; les enseignements tirés de la cession des actifs et du retrait du personnel civil et du personnel en tenue. De plus, le Département était en passe d'engager, dans le cadre du Projet des Nations Unies relatif aux transitions, un(e) consultant(e) qui serait chargé(e) de revoir et d'améliorer les directives opérationnelles sur la cession des actifs dans le contexte des fermetures de missions. L'examen, d'une durée de six mois, reposerait sur une collaboration étroite avec les principales parties prenantes du Secrétariat et avec les organismes, fonds et programmes, et serait achevé en juin 2022 au plus tard. Lors de la planification de la transition de la MONUSCO en République démocratique du Congo, il avait été tenu compte des enseignements tirés de tous les processus de transition précédents, y compris celui de la MINUAD, ainsi que des différences fondamentales dans la nature de la transition de la MONUSCO, de la participation de l'équipe de pays des Nations Unies et de la situation politique et économique et des conditions de sécurité dans le pays. Si les enseignements tirés des expériences passées ne pouvaient être appliqués sans que le contexte particulier de la République démocratique du Congo ne soit pris en considération, plusieurs d'entre eux étaient déjà mis en œuvre dans le cadre du processus de transition de la MONUSCO. **Le Comité consultatif prend note de l'application des enseignements tirés aux missions dont le mandat touche à sa fin et aux missions en transition ou en phase de retrait, et compte qu'il sera toujours fait en sorte que les réductions des effectifs, les transitions et les fermetures soient menées de manière efficace et efficiente (voir aussi [A/75/822](#), par. 75, [A/76/807](#), par. 28 à 33, et [A/76/760/Add.4](#), par. 35 à 40).**

76. En ce qui concerne le transfert d'actifs, il est indiqué dans le rapport d'ensemble que, dans sa résolution [76/247](#) A-C sur le budget-programme de 2022, l'Assemblée générale a souscrit à la recommandation formulée par le Comité consultatif dans son rapport daté du 1^{er} octobre 2021 ([A/76/7/Add.1](#)), à savoir qu'un système de recouvrement intégral des coûts, assorti d'une analyse détaillée des actifs transférés entre toutes les missions au cours des dix dernières années et d'une analyse coûts-avantages du transfert de ces actifs, soit présenté à l'Assemblée à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-seizième session, dans le contexte du rapport d'ensemble du Secrétaire général sur les opérations de maintien de la paix. Les résultats de l'analyse sont présentés à l'annexe X du rapport d'ensemble et montrent que la quantité totale de biens transférés des missions de maintien de la paix aux missions politiques spéciales était de 2 242 articles, d'une valeur nette comptable ou valeur opérationnelle de 4,3 millions de dollars. En ce qui concerne la cession d'actifs, le Comité note que, d'après l'expérience tirée des missions récemment terminées, la cession des actifs a été effectuée avant et après la période de liquidation et que le traitement diffère selon les dispositions du Règlement financier et des règles financières applicables aux périodes de pré-liquidation et de liquidation. **Le Comité consultatif recommande à nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de faire figurer, dans les rapports sur l'exécution du budget des missions en phase de clôture, des informations ventilées sur les actifs cédés pendant les périodes de pré-liquidation et de liquidation (voir [A/75/822](#), par. 76, et [A/74/737](#),**

par. 61). Il réaffirme également que, dorénavant, les rapports sur la cession d'actifs devront inclure des informations sur les difficultés et les meilleures pratiques observées en la matière (voir également A/74/828, par. 8). Il formule d'autres observations et recommandations dans le cadre de son rapport sur la liquidation définitive des actifs de la MINUJUSTH (voir A/76/801).

5. Coopération entre missions

77. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que la coopération entre missions consistait notamment à transférer, à titre temporaire, des moyens entre les missions de maintien de la paix, tel qu'autorisé par le Conseil de sécurité sur recommandation du Secrétaire général. Lors de la planification d'une éventuelle coopération entre missions, les paramètres pris en compte par le Secrétaire général comprenaient l'ampleur et la nature du transfert requis, le consentement du pays hôte/pays de réception, le consentement du pays fournisseur de contingents, les questions relatives à l'appui à la mission et les incidences sur les budgets des missions qui transféraient les moyens et de celles qui les recevaient. Le Comité s'est fait fournir des exemples de coopération entre missions au cours de l'exercice 2020/21 et a notamment été informé que la MINUSS avait déployé deux hélicoptères Mi-17 pour aider la MINUSCA pendant la période électorale (du 29 décembre 2020 au 24 avril 2021 et du 4 janvier au 8 mai 2021). La MINUSS avait recouvré auprès de la MINUSCA un montant de 1 172 700 dollars au titre des dépenses liées à leur utilisation. Le 30 décembre 2020, deux avions C-130 de la MINUSS avaient appuyé le déploiement de troupes au sol pour la MINUSCA, ce qui avait entraîné un coût supplémentaire de 27 342 dollars. Le 6 janvier 2021, la MONUSCO avait transféré deux hélicoptères Mi-8 à la MINUSS pour l'aider à combler le vide créé par l'absence des deux appareils. Les hélicoptères de la MONUSCO avaient été restitués les 27 et 31 janvier 2021. La MINUSS avait également fait appel aux services de deux transporteurs commerciaux, qui lui avaient chacun fourni un hélicoptère Mi-8, du 25 janvier au 24 avril 2021 et du 29 janvier au 28 avril 2021, respectivement, pour un coût de 1 248 157 dollars. Tout l'appui apporté à la MINUSCA s'inscrivait dans le cadre de la coopération entre missions et de la coopération au niveau régional. **Le Comité consultatif est favorable à la coopération entre missions, mais constate que l'on ne dispose toujours pas d'informations claires et transparentes sur les domaines de coopération et les modalités de financement et compte que des informations plus complètes sur les domaines de coopération entre missions, notamment sur la comptabilisation par les missions d'origine et les missions d'accueil des ressources y afférentes, seront présentées dans les prochains rapports d'ensemble et dans les rapports sur l'exécution du budget des missions concernées (voir également A/75/822, par. 80, et A/68/782, par. 59 à 67).**

6. Recouvrement des coûts

78. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément aux principes et aux directives en matière de recouvrement des coûts publiés en décembre 2021, il était conseillé aux missions de recouvrer les coûts auprès des bénéficiaires lorsqu'il leur était demandé de fournir des biens ou des services qui n'étaient pas financés au moyen des quotes-parts. Les dépenses liées à la fourniture de services dont les coûts étaient recouvrables devaient être imputées au fonds de recouvrement des coûts et non aux budgets approuvés des missions. Le document sur le recouvrement des coûts comportait un récapitulatif des politiques et procédures actuelles en matière de recouvrement des coûts ainsi que des conseils pratiques sur un dispositif qui permettrait d'harmoniser l'interprétation de la politique de recouvrement des coûts et son application au Secrétariat. Il comportait également des précisions sur les attributions des parties qui intervenaient dans le processus de

recouvrement des coûts et une définition du cadre dans lequel les procédures en la matière étaient mises en œuvre. **Le Comité consultatif recommande à nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de fournir, dans le prochain rapport d'ensemble et dans les rapports sur le budget des missions, des informations détaillées sur le recouvrement des coûts, y compris, mais non exclusivement, sur les activités soumises au recouvrement des coûts, les ressources humaines et financières utilisées pour les missions, la classification des produits non disponibles et disponibles, le montant à restituer aux États Membres et l'utilisation du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix (voir également [A/76/760/Add.5](#), par. 40 à 43, et [A/76/760/Add.10](#), par. 52).**

7. Gestion de la performance

79. Comme indiqué au paragraphe 76 du rapport d'ensemble, huit opérations de maintien de la paix (à savoir la FINUL, la MINUK, la MINURSO, la MINUSCA, la MINUSMA, la MINUSS, la MONUSCO et l'UNFICYP) utilisent régulièrement le Système complet de planification et d'évaluation de la performance pour planifier, évaluer, adapter et renforcer leurs opérations en vue d'améliorer l'exécution des tâches prescrites. Le Système a également été déployé à la FNUOD et à la FISNUA, où sa mise en service est en cours et devrait être pleinement effective pendant l'exercice 2021/22. Il est également indiqué dans le rapport d'ensemble que le Département des opérations de paix collabore étroitement avec toutes les opérations de maintien de la paix dans lesquelles le Système a été déployé afin de faire émerger les enseignements, les pratiques exemplaires et les avantages liés à son utilisation, et de continuer à renforcer et à rationaliser les méthodes d'utilisation, de sorte que le Système reste un outil efficace et efficient pour les opérations de maintien de la paix. Une analyse a montré que le Système aidait ces dernières à regrouper les activités de planification intégrée et d'évaluation de la performance dans le cadre de procédures itératives ([A/76/717](#), par. 75 à 80). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Système, qui avait été déployé dans toutes les missions de maintien de la paix, était un outil global et intégré de planification et d'évaluation de la performance. Le Système ne servait pas à évaluer directement l'appui à la mission mais plutôt à mesurer l'efficacité de la mission dans son ensemble sous l'angle de chacune des composantes, notamment la composante Appui. Il donnait les meilleurs résultats lorsque toutes les composantes d'une mission, y compris la composante Appui, participaient à toutes les étapes, à savoir l'élaboration du cadre de résultats, la collecte de données, l'évaluation de la performance et la formulation de recommandations destinées à la direction. Les recommandations étaient soumises à l'approbation des hauts responsables, y compris les responsables de la composante Appui. Le cas échéant, cette composante pouvait également être chargée de donner suite aux recommandations ou de contribuer à leur application. Pour l'exercice 2022/23, le Système, en tant qu'outil interne des missions, servirait à définir les indicateurs de succès et les produits dans les cadres de budgétisation axée sur les résultats et à assurer le respect de la méthode appliquée en la matière, de sorte que les missions soient mieux à même de suivre et de mettre en évidence les incidences. Les produits devaient être adaptés à l'environnement opérationnel actuel et prendre en compte les évaluations de la performance et de l'impact de la mission. **Le Comité consultatif recommande à nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de fournir, dans le prochain rapport d'ensemble et compte tenu de la taille et de la complexité de chaque mission, des informations complémentaires sur les ressources existantes et une justification complète concernant la mise en service du Système, ainsi que sur les enseignements tirés pour chaque mission de la mise en œuvre du Système (voir également [A/74/737](#), par. 64).**

8. Examens des besoins en personnel civil

80. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, dans le cadre de la réforme de la gestion de 2019, davantage de pouvoirs avaient été délégués aux missions de maintien de la paix et le Département de l'appui opérationnel avait été chargé de leur apporter des conseils et un appui. Du fait de ce changement, le Département aidait les missions qui en faisaient la demande à réaliser leur examen des besoins en personnel civil. Il ne dirigeait plus le processus d'examen des besoins en personnel civil, ni n'assurait un suivi des examens, mais travaillait plutôt en partenariat avec les entités qui dirigeaient ces activités, auxquelles il fournissait un soutien consultatif et opérationnel si elles en faisaient la demande. Pour soutenir au mieux les missions dans cette entreprise, il avait mis au point et déployé en mai 2020 une boîte à outils visant à faciliter l'examen des effectifs et à permettre aux missions de mener leurs propres examens ; celle-ci avait été mise à la disposition du Comité à sa demande. S'étant renseigné sur le sujet, le Comité a été informé que les examens des besoins en personnel civil étaient principalement réalisés à la suite d'une évaluation stratégique, qui se traduisait ensuite par des recommandations de haut niveau ayant des incidences sur la dotation en effectifs. Dans d'autres cas, les missions lançaient leurs propres initiatives de réalignement, ajustant leurs effectifs compte tenu des mandats actualisés. Un examen des besoins en personnel civil pouvait également être réalisé lorsqu'il fallait procéder à une restructuration en raison d'une réduction des effectifs, d'une transition ou d'un changement dans les priorités de l'Organisation.

81. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution [66/264](#), l'Assemblée générale a souligné qu'il importait que le Secrétaire général étudie dans le détail les besoins en personnel civil de chaque mission de maintien de la paix, afin en particulier de déterminer les possibilités de transformer les postes du Service mobile en postes d'agent(e) recruté(e) sur le plan national et d'améliorer le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, notamment en cas de révision importante du mandat ou du niveau des effectifs autorisés, de sorte que la structure des effectifs civils permette à la mission de s'acquitter efficacement de son mandat et soit conforme aux meilleures pratiques adoptées en matière de dotation en effectifs dans toutes les missions (voir la résolution [66/264](#) de l'Assemblée générale, par. 23). Il rappelle également que, dans sa résolution [70/286](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'améliorer le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, une attention particulière étant accordée à la possibilité de transférer certaines fonctions à des agents recrutés sur le plan national, notamment celles exercées par des agents du Service mobile, de sorte que la structure des effectifs civils permette aux missions de s'acquitter efficacement de leur mandat et soit conforme aux meilleures pratiques adoptées en matière de dotation en effectifs, toutes missions confondues (voir la résolution [70/286](#) de l'Assemblée générale, par. 20). Il s'est fait fournir des informations pour chaque mission de maintien de la paix sur le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, calculé sur la base des effectifs autorisés pour les exercices 2018/19 à 2021/22, et sur le ratio proposé pour l'exercice 2022/23 ; celles-ci sont présentées dans le tableau 9 ci-dessous, qui montre que le ratio est resté largement inchangé dans de nombreuses missions de maintien de la paix au cours de ces exercices. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les ratios n'étaient que l'un des éléments utilisés pour établir les besoins en personnel. Lorsqu'une mission examinait ses besoins en personnel au cours de son cycle de vie, elle devait prendre en considération divers paramètres, notamment des facteurs internes tels que le nombre de militaires, de policiers et de civils, le nombre de bureaux régionaux ainsi que ses priorités et son mandat, et des facteurs externes tels que le contexte politique, la dynamique des conflits, la situation des droits humains, les capacités du pays hôte, les capacités de

l'équipe de pays des Nations Unies et les infrastructures disponibles dans la zone d'opérations.

Tableau 9

Ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, calculé sur la base des effectifs autorisés pour les exercices 2018/19 à 2021/22, et ratio proposé pour l'exercice 2022/23, par mission de maintien de la paix^a

<i>Mission de maintien de la paix</i>	<i>Ratio approuvé</i>				<i>Ratio proposé</i>
	<i>2018/19</i>	<i>2019/20</i>	<i>2020/21</i>	<i>2021/22</i>	<i>2022/23</i>
BANUS ^b	—	—	—	—	—
FINUL	7,6	7,6	8,1	7,4	7,4
FISNUA	3,4	3,3	3,0	3,0	2,8
FNUOD	19,4	19,6	23,3	23,2	19,7
MINUAD	5,4	5,4	5,2	—	—
MINUJUSTH	1,5	1,5	—	—	—
MINUK	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
MINURSO	6,4	6,0	6,0	6,0	5,9
MINUSCA	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2
MINUSMA	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
MINUSS	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1
MONUSCO	2,3	2,1	2,1	2,1	2,0
UNFICYP	3,1	3,0	3,0	2,9	2,8

^a Le personnel fourni par des gouvernements est pris en compte chaque fois qu'il y a lieu.

^b L'ensemble du personnel du BANUS est considéré comme du personnel d'appui.

82. Le Comité consultatif estime qu'en dépit de la réforme de la gestion et des nouveaux pouvoirs délégués aux missions, le Secrétaire général et le Département de l'appui opérationnel devraient procéder à des examens périodiques des besoins en personnel civil pour veiller à la pleine application des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, à l'efficacité de la gestion prévisionnelle stratégique des besoins en personnel et à l'adoption de suffisamment de mesures de contrôle et de mesures visant à assurer le respect du principe de responsabilité. Il compte également que ces examens tiendront compte de la nécessité d'apporter un appui adéquat aux activités de fond, en fonction du mandat de chaque mission, et qu'ils comprendront des justifications appropriées.

9. Sûreté et sécurité

83. La section VIII du rapport d'ensemble comporte une description des mesures prises pour améliorer la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix ainsi que des progrès faits depuis la mise en place, il y a plus de trois ans, du plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix, qui a contribué à faire diminuer durablement le nombre de décès de soldats de la paix imputables à des actes de violence qui, de 27 en 2018, est passé à 12 en 2020. Il est indiqué dans le rapport qu'en 2021, le nombre de décès a atteint un pic, en particulier à la MINUSCA et à la MINUSMA, avec 24 décès. Bien que le nombre de décès dus à des actes de malveillance ait été plus important en 2021 qu'en 2020, les solides mesures

d'atténuation prises dans le cadre du plan d'action se sont révélées efficaces pour limiter les décès, alors même que les attaques malveillantes visant des soldats de la paix étaient devenues plus fréquentes et plus sophistiquées ([A/76/717](#), par. 145 à 149). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé qu'au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021, il y avait eu 3 105 victimes parmi le personnel de maintien de la paix (décès, blessures et maladies), toutes causes confondues (actes de malveillance, accidents et maladies), dont 564 décès, y compris au sein du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. En ce qui concernait les actes de malveillance, il y avait eu 789 victimes parmi le personnel de maintien de la paix, dont 149 décès. **Le Comité consultatif félicite l'ensemble du personnel civil et du personnel en tenue des Nations Unies qui accomplit son travail dans des circonstances difficiles et rend hommage à celles et ceux qui ont perdu la vie au service de la paix. Il recommande à nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de poursuivre l'action menée pour atténuer les risques pesant sur la sûreté et la sécurité de tout le personnel des opérations de maintien de la paix (voir également [A/74/737](#), par. 36, et [A/70/742](#), par. 168). Il recommande aussi à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de fournir, dans le prochain rapport d'ensemble, des informations actualisées sur l'action menée.**

10. Conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et enseignements tirés de l'expérience

84. Le rapport d'ensemble comporte des informations relatives à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'exécution des mandats de maintien de la paix et le personnel des missions, ainsi que des renseignements sur l'action menée pour faire face à ces conséquences, qui consiste notamment : a) à mener des activités immédiates de prévention et d'endiguement de la maladie, en attendant que des mesures plus substantielles soient mises en place ; b) à renforcer les capacités médicales et à prendre de nouvelles précautions ; c) à poursuivre les opérations prescrites ([A/76/717](#), par. 9 à 22). De plus, il y est indiqué que, au cours de la période considérée, des normes ont été élaborées et des moyens mis à disposition pour améliorer les interventions sanitaires et le soutien médical dans les missions, en partie pour atténuer les effets de la pandémie. Des analyses des causes profondes et des décès parmi les patients traités contre la COVID-19 ont été réalisées afin de cerner et de régler les problèmes relevant du système et des procédures et de mettre au point des solutions destinées à prévenir tout éventuel préjudice (*ibid.*, par. 150 à 153).

85. Ayant demandé des précisions sur les enseignements tirés de l'expérience, le Comité consultatif a été informé que la démarche adoptée pour recenser les enseignements retenus et les pratiques exemplaires était une démarche itérative, qui avait été mise au point pendant la pandémie. Toutefois, les missions n'étaient pas toujours en mesure d'appliquer les enseignements tirés, car elles ne disposaient pas des ressources nécessaires (par exemple pour renforcer les capacités des partenaires locaux) et devaient respecter les règles adoptées par les pays hôtes pour faire face à la pandémie, ce qui avait eu une incidence sur l'exécution de leurs mandats. Le Siège et les missions procédaient actuellement à un examen consolidé des enseignements tirés de l'expérience afin de s'assurer que les meilleures pratiques étaient recensées et appliquées, de façon à garantir une meilleure exécution des mandats. La pandémie avait clairement mis en évidence et accru la dépendance de l'Organisation vis-à-vis des infrastructures informatiques mondiales qui permettaient le travail à distance. L'un des enseignements tirés était que certains services d'assistance pouvaient être fournis efficacement à distance, et on étudiait donc la possibilité d'assurer ces services à partir des centres de services existants. Le Département de l'appui

opérationnel continuerait de veiller à ce que les services centraux des technologies soient en mesure de contribuer davantage à la transition vers la « nouvelle normalité ». À long terme, il faudrait procéder à une évaluation dans les missions afin de déterminer, sur la base des enseignements tirés de la pandémie, quelles étaient les fonctions qui pouvaient réellement être exercées de n'importe quel lieu et qui se prêtaient bien au travail à distance. Cette évaluation viendrait compléter le travail qui avait déjà été fait pour recenser les fonctions d'appui administratif dans le cadre de l'établissement de centres de services tels que le Centre de services régional d'Entebbe. Il s'agissait de l'un des domaines d'action retenus par le groupe de travail sur la « nouvelle normalité » dirigé par le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. Une partie de l'examen dépendrait également de la révision de la politique actuelle du Secrétariat relative aux modalités de travail aménagées et des activités menées par l'Équipe spéciale chargée des politiques d'avenir pour le personnel des Nations Unies du Comité de haut niveau sur la gestion. **Le Comité consultatif recommande à nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de fournir, dans le prochain rapport d'ensemble, des informations détaillées sur les incidences de la pandémie de COVID-19, au niveau de l'ensemble des missions et pour chaque mission, notamment en ce qui concerne l'appui apporté aux pays hôtes, les enseignements tirés, les meilleures pratiques, les mesures d'efficacité, l'harmonisation et la coopération dans l'ensemble du système des Nations Unies, ainsi que sur les effets de la pandémie sur la stratégie de gestion souple de l'espace de travail et sur chaque objet de dépense (voir A/75/822, par. 39). Il attend également avec intérêt de recevoir des informations plus complètes sur l'incidence de l'évolution de la pandémie sur le processus de budgétisation, les dépenses, les fonctions pouvant être exercées de n'importe quel lieu ainsi que l'impact potentiel sur la présence des missions et les incidences financières connexes.**

11. Amélioration de la communication et de l'accès à l'information

86. Le Comité consultatif constate que les pages Web de certaines des missions ne comportent pas d'informations de base telles que l'adresse de la mission, les numéros de téléphone ou toutes autres coordonnées, ou que ces informations se trouvent dans la rubrique médias et non dans la rubrique contact. **Compte tenu de la nécessité de renforcer la communication, notamment avec les populations locales, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de fournir des informations normalisées pour faciliter la communication avec les missions et notamment d'améliorer les pages Web de sorte que les informations utiles (adresses, numéros de téléphone) soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'Organisation.**

III. Conclusion

87. Sous réserve des observations et recommandations formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Secrétaire général (A/76/717).

Annexe I

Rapports examinés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires portant sur des questions relatives au maintien de la paix

Rapport financier et états financiers audités de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [[A/76/5 \(Vol. II\)](#)], rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/76/723](#)), et rapport correspondant du Comité consultatif ([A/76/735](#)) ;

Rapports du Secrétaire général sur l'exécution des budgets des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, sur les projets de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 et sur la liquidation des actifs, reçus par le Comité consultatif sous forme préliminaire ou définitive, et rapports correspondants du Comité :

MINURSO	A/76/692
	A/76/529
	A/76/760/Add.13
MINUSCA	A/76/708
	A/76/572
	A/76/760/Add.10
MINUSMA	A/76/721
	A/76/564
	A/76/760/Add.9
MINUJUSTH	A/76/747
	A/76/801
MONUSCO	A/76/718
	A/76/563
	A/76/760/Add.4
MINUAD	A/76/688
	A/76/807
FNUOD	A/76/679
	A/76/547
	A/76/760/Add.2
UNFICYP	A/76/696
	A/76/549
	A/76/760/Add.11

FINUL	A/76/700
	A/76/562
	A/76/760/Add.1
FISNUA	A/76/699
	A/76/545
	A/76/760/Add.8
BSLB	A/76/730
	A/76/566
	A/76/760/Add.5
MINUK	A/76/674
	A/76/525
	A/76/760/Add.3
MINUSS	A/76/704
	A/76/565
	A/76/760/Add.7
BANUS	A/76/711
	A/76/552
	A/76/760/Add.12
Centre de services régional d'Entebbe	A/76/685
	A/76/548
	A/76/760/Add.6
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	A/76/725
	A/76/596
	A/76/808
Rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	A/76/717
	A/76/760

Annexe II

Engagements non réglés par mission

Tableau 1

Engagements non réglés au titre de l'exercice 2017/18, par mission (au 30 juin 2018)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	MINURSO	MINUSCA	MINUSMA	MONUSCO	FNUOD	UNFICYP	FINUL	FISNUA	MINUK	MINUSS	BANUS	BSLB	Centre de services régional d'Entebbe
I. Militaires et personnel de police													
1. Observateurs militaires	276,5	79,1	7,0	398,7	—	—	—	52,0	—	107,4	—	—	—
2. Contingents	319,5	80 597,5	76 023,0	141 730,9	9 102,7	2 416,0	56 132,7	42 012,5	—	145 715,5	41 813,0	—	—
3. Police des Nations Unies	—	98,3	54,4	255,2	—	7,2	—	—	—	120,5	72,5	—	—
4. Unités de police constituées	—	13 157,6	14 129,0	9 907,0	—	—	—	—	—	11 287,9	536,2	—	—
Total (I)	596,0	93 932,5	90 213,5	152 291,8	9 102,7	2 423,2	56 132,7	42 064,5	—	157 231,3	42 421,7	—	—
II. Personnel civil													
5. Personnel recruté sur le plan international	70,9	1 148,3	291,3	290,6	3,0	—	124,5	15,8	14,1	168,4	77,7	25,6	45,4
6. Personnel recruté sur le plan national	—	—	—	115,4	—	—	21,2	—	—	0,1	8,9	—	—
7. Volontaires des Nations Unies	6,0	737,0	1 241,5	3 463,1	—	—	—	242,0	22,5	2 485,0	93,2	—	76,2
8. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	48,2	3,6	12,0	—	—	—	—	—	13,5	—	4,1	—
9. Personnel fourni par des gouvernements	—	48,8	1,9	4,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total (II)	76,9	1 982,3	1 538,3	3 885,4	3,0	—	145,7	257,8	36,6	2 667,0	179,8	29,7	121,6
III. Dépenses opérationnelles													
10. Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11. Consultants et services de consultants	0,1	281,7	100,7	30,4	33,6	—	7,2	30,6	14,8	25,0	365,2	54,6	—
12. Voyages officiels	84,5	821,1	706,9	600,8	30,1	4,3	57,5	155,9	12,1	627,2	267,6	90,1	4,2
13. Installations et infrastructures	951,1	25 025,2	43 764,5	7 724,9	423,6	1 244,4	1 706,1	5 861,3	426,6	22 068,9	31 001,8	1 297,0	509,8

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
14. Transports terrestres	540,6	4 215,0	5 302,4	2 817,4	432,8	240,0	361,2	1 220,3	9,9	4 131,3	14 950,6	88,7	–
15. Opérations aériennes	163,9	2 528,2	37 156,9	15 502,0	–	49,6	567,0	1 929,1	–	8 244,0	2 190,0	–	–
16. Opérations maritimes ou fluviales	10,3	220,9	786,3	695,1	16,6	12,0	25 938,0	34,0	–	2 169,9	526,5	–	–
17. Communications et informatique	1 187,8	12 501,1	20 692,5	5 320,5	304,2	93,1	2 379,1	3 109,5	243,0	11 248,0	8 311,0	4 992,2	1 080,1
18. Santé	27,5	830,7	783,6	719,9	75,3	29,1	87,8	21,1	22,8	497,4	1 195,6	28,9	85,1
19. Matériel spécial	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
20. Fournitures, services et matériel divers	1 519,8	12 606,5	23 721,0	5 323,8	170,1	162,7	892,7	5 472,3	45,3	18 305,4	24 130,3	328,4	171,6
21. Projets à effet rapide	–	665,2	897,3	96,3	–	–	113,5	113,2	–	92,5	–	–	–
Total (III)	4 485,6	59 695,6	133 912,0	38 831,1	1 486,3	1 835,2	32 110,1	17 947,3	774,5	67 409,7	82 938,4	6 879,9	1 850,8
Total	5 158,5	155 610,4	225 663,8	195 008,3	10 592,0	4 258,4	88 388,5	60 269,6	811,1	227 308,0	125 539,9	6 909,6	1 972,4

Tableau 2

Engagements non réglés au titre de l'exercice 2018/19, par mission (au 30 juin 2019)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
I. Militaires et personnel de police													
1. Observateurs militaires	30,9	54,0	6,1	101,8	–	–	–	53,6	0,1	83,7	–	–	–
2. Contingents	355,8	80 218,4	100 237,3	145 615,1	5 664,2	5 561,5	51 820,4	42 810,9	–	216 496,6	28 329,2	–	–
3. Police des Nations Unies	–	55,6	64,5	52,4	–	2,5	–	2,7	–	123,3	–	–	–
4. Unités de police constituées	–	12 612,3	15 102,1	9 758,1	–	–	–	–	–	14 795,2	839,7	–	–
Total (I)	386,7	92 940,3	115 410,0	155 527,4	5 664,2	5 564,0	51 820,4	42 867,2	0,1	231 498,8	29 168,9	–	–
II. Personnel civil													
5. Personnel recruté sur le plan international	39,4	790,2	283,2	1 941,6	3,8	109,1	110,6	28,2	52,7	94,1	77,3	35,4	56,2

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régionaux d'Entebbe</i>
6. Personnel recruté sur le plan national	–	7,0	0,1	622,1	–	–	3,1	1,3	–	16,4	–	0,2	–
7. Volontaires des Nations Unies	0,1	1 134,3	730,5	2 308,3	–	–	–	274,5	0,5	2 002,5	121,8	–	–
8. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	27,5	4,7	391,8	–	–	–	–	–	2,3	0,7	3,8	–
9. Personnel fourni par des gouvernements	–	43,0	0,1	6,2	–	–	–	–	–	8,4	–	–	–
Total (II)	39,5	2 002,0	1 018,6	5 270,0	3,8	109,1	113,7	304,0	53,2	2 123,6	199,8	39,4	56,2
III. Dépenses opérationnelles													
10. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
11. Consultants et services de consultants	–	216,4	4,7	492,3	1,9	–	0,7	0,5	0,2	14,5	53,6	185,0	–
12. Voyages officiels	103,2	658,0	621,5	698,0	27,9	1,0	6,5	130,8	77,1	604,6	182,5	106,3	24,3
13. Installations et infrastructures	750,8	35 986,7	36 434,3	9 224,0	639,6	533,5	571,4	6 662,5	–	14 049,9	38 444,6	2 221,4	58,3
14. Transports terrestres	468,3	4 131,0	684,3	1 571,7	469,3	690,2	39,4	2 215,0	3,1	2 859,5	12 790,4	198,8	–
15. Opérations aériennes	28,9	535,9	4 214,1	3 462,2	–	47,1	528,1	393,9	–	4 062,6	1 068,4	31,9	–
16. Opérations maritimes ou fluviales	7,2	1 412,1	1 380,6	572,5	14,1	–	–	57,8	–	390,7	409,5	7,9	–
17. Communications et informatique	389,7	10 467,4	13 270,3	4 054,8	526,0	191,0	221,1	4 577,3	76,5	4 334,3	12 501,4	5 344,9	479,9
18. Santé	7,0	663,7	839,1	683,4	56,1	82,0	171,6	108,3	–	503,0	1 737,6	15,2	114,9
19. Matériel spécial	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
20. Fournitures, services et matériel divers	1 405,9	11 140,8	24 822,1	4 063,1	79,3	207,1	544,7	4 580,7	177,8	14 574,0	18 493,0	86,5	24,1
21. Projets à effet rapide	–	899,0	681,3	33,2	–	–	111,3	100,0	–	152,6	–	–	–
Total (III)	3 161,0	66 111,0	82 952,3	24 855,2	1 814,2	1 751,9	2 194,8	18 826,8	334,7	41 545,6	85 681,0	8 197,9	701,5
Total	3 587,2	161 053,3	199 380,9	185 652,6	7 482,2	7 425,0	54 128,9	61 998,0	388,0	275 168,0	115 049,7	8 237,3	757,7

Tableau 3

Engagements non réglés au titre de l'exercice 2019/20, par mission (au 30 juin 2020)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
I. Militaires et personnel de police													
1. Observateurs militaires	440,3	45,3	9,7	41,7	—	—	—	5,0	—	23,8	—	—	—
2. Contingents	269,3	86 724,0	142 243,4	97 274,2	6 231,4	3 676,3	93 326,2	26 874,8	—	102 176,6	20 910,3	—	—
3. Police des Nations Unies	—	60,3	20,9	32,8	—	0,1	—	14,0	—	337,9	—	—	—
4. Unités de police constituées	—	13 021,1	12 450,9	6 134,8	—	—	—	—	—	7 063,9	1 172,4	—	—
Total (I)	709,6	99 850,7	154 724,9	103 483,5	6 231,4	3 676,4	93 326,2	26 893,8	—	109 602,2	22 082,7	—	—
II. Personnel civil													
5. Personnel recruté sur le plan international	36,6	769,9	4 870,5	123,6	6,0	204,0	50,4	0,4	9,7	50,5	44,8	18,0	314,0
6. Personnel recruté sur le plan national	29,3	—	0,2	12,2	—	—	—	—	—	28,2	—	—	508,6
7. Volontaires des Nations Unies	19,8	416,8	123,5	—	—	—	—	143,0	—	97,1	109,9	—	36,3
8. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	10,5	1,5	132,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9. Personnel fourni par des gouvernements	—	12,9	1,6	13,2	—	—	—	—	—	6,4	—	—	—
Total (II)	85,6	1 210,1	4 997,3	281,9	6,0	204,0	50,4	143,4	9,7	182,2	154,7	18,0	858,9
III. Dépenses opérationnelles													
10. Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11. Consultants et services de consultants	—	228,6	5,1	—	0,2	—	—	6,6	7,5	1,8	38,8	99,2	—
12. Voyages officiels	49,3	504,4	234,7	340,3	18,5	—	1,6	53,7	2,1	401,8	107,7	8,4	5,1
13. Installations et infrastructures	1 770,2	21 825,6	47 210,6	10 011,7	1 555,8	723,9	1 091,1	6 608,8	108,6	40 924,2	26 296,2	1 569,9	287,7
14. Transports terrestres	958,2	6 282,2	2 629,8	2 889,8	226,9	273,7	743,8	2 439,6	—	1 899,4	4 075,0	85,7	0,5
15. Opérations aériennes	178,4	2 321,1	2 697,6	2 563,5	5,0	5,5	175,8	423,5	—	3 217,6	1 720,1	—	—

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
16. Opérations maritimes ou fluviales	55,9	1 023,3	1 819,4	914,2	26,6	34,9	—	194,3	—	1 483,1	840,4	10,6	—
17. Communications et informatique	887,7	11 488,1	22 636,7	3 313,7	720,6	130,2	131,5	2 038,2	206,9	5 841,5	6 128,5	2 146,0	734,8
18. Santé	35,7	1 342,5	3 665,0	758,9	157,3	79,6	439,3	278,4	36,7	1 361,4	3 593,7	18,6	—
19. Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20. Fournitures, services et matériel divers	2 081,2	12 399,0	9 691,5	11 425,6	226,4	91,5	201,7	1 883,7	28,4	3 236,3	44 867,8	166,0	25,9
21. Projets à effet rapide	—	999,4	1 124,2	327,9	137,0	—	115,5	100,0	—	119,3	—	—	—
Total (III)	6 016,6	58 414,2	91 714,6	32 545,6	3 074,3	1 339,3	2 900,3	14 026,8	390,2	58 486,4	87 668,2	4 104,4	1 054,0
Total	6 811,8	159 475,0	251 436,8	136 311,0	9 311,7	5 219,7	96 276,9	41 064,0	399,9	168 270,8	109 905,6	4 122,4	1 912,9

Tableau 4

Engagements non réglés au titre de l'exercice 2020/21, par mission (au 30 juin 2021)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
I. Militaires et personnel de police													
1. Observateurs militaires	57,4	46,4	3,8	57,8	—	—	—	24,2	0,8	73,7	—	—	—
2. Contingents	176,9	83 691,9	100 265,9	85 379,6	7 025,2	3 815,8	94 905,1	19 264,8	—	105 169,1	26 131,7	—	—
3. Police des Nations Unies	—	143,6	79,7	282,3	—	11,3	—	13,1	11,6	260,5	—	—	—
4. Unités de police constituées	—	11 927,2	10 617,9	8 673,7	—	—	—	—	—	9 097,7	1 258,8	—	—
Total (I)	234,3	95 809,1	110 967,3	94 393,4	7 025,2	3 827,1	94 905,1	19 302,1	12,4	114 601,0	27 390,5	—	—
II. Personnel civil													
5. Personnel recruté sur le plan international	55,6	1 123,7	281,6	181,8	9,8	3,3	75,0	39,1	91,4	215,0	161,5	17,9	85,5
6. Personnel recruté sur le plan national	—	—	—	21,6	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>FNUOD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>BSLB</i>	<i>Centre de services régional d'Entebbe</i>
7. Volontaires des Nations Unies	9,0	182,3	195,3	44,9	—	—	—	6,2	—	2 241,9	74,8	—	39,4
8. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	47,8	—	1,2	—	—	2,2	—	—	0,6	—	3,3	—
9. Personnel fourni par des gouvernements	—	34,8	1,3	9,5	—	—	—	—	—	20,6	—	—	—
Total (II)	64,6	1 388,6	478,2	259,0	9,8	3,3	77,2	45,3	91,4	2 478,1	236,3	21,4	124,9
III. Dépenses opérationnelles													
10. Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11. Consultants et services de consultants	0,4	129,8	11,7	31,9	—	—	18,8	5,5	—	199,5	0,1	78,3	—
12. Voyages officiels	63,7	298,4	152,9	1 068,1	—	0,6	—	44,8	—	150,6	146,1	14,4	—
13. Installations et infrastructures	3 207,9	40 301,0	42 356,1	12 033,6	642,0	719,4	3 706,4	22 841,3	567,5	54 824,9	21 134,6	869,5	146,9
14. Transports terrestres	984,7	3 719,2	6 125,4	9 488,6	286,0	83,3	802,3	2 779,2	—	2 834,6	3 852,6	0,9	32,3
15. Opérations aériennes	248,7	5 488,6	12 195,2	7 479,2	—	4,0	526,7	158,9	—	2 119,9	816,0	—	—
16. Opérations maritimes ou fluviales	120,3	3 088,9	374,0	555,3	—	5,9	131,8	2 019,7	—	3 204,5	1 142,7	—	—
17. Communications et informatique	1 149,6	10 982,6	22 050,6	15 698,0	470,1	69,7	1 613,6	3 898,8	153,6	10 659,8	7 849,7	1 014,7	385,7
18. Santé	84,2	1 094,9	1 521,2	703,3	46,6	54,6	132,6	96,2	4,5	233,2	905,9	17,9	70,0
19. Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20. Fournitures, services et matériel divers	1 575,8	22 384,0	10 446,7	13 626,3	60,3	126,1	684,1	5 355,4	111,3	17 783,2	6 163,6	104,8	40,8
21. Projets à effet rapide	—	1 239,4	799,1	292,8	98,7	—	113,9	100,0	—	361,6	—	—	—
Total (III)	7 435,3	88 726,8	96 032,9	60 977,1	1 603,7	1 063,6	7 730,2	37 299,8	836,9	92 371,8	42 011,3	2 100,5	675,7
Total	7 734,2	185 924,5	207 478,4	155 629,5	8 638,7	4 894,0	102 712,5	56 647,2	940,7	209 450,9	69 638,1	2 121,9	800,6

Annexe III

Ressources demandées pour l'exercice 2022/23 par catégorie de dépenses, par rapport aux exercices 2020/21 et 2021/22

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.)

Catégorie de dépenses	2020/21			2021/22			2022/23	Variation	
	Montant alloué	Dépenses	Pourcentage	Montant alloué ^a	Dépenses ^b	Pourcentage	Dépenses prévues	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2)/(1)	(4)	(5)	(6) = (5)/(4)	(7)	(8) = (7) - (4)	(9) = (8)/(7)
Militaires et personnel de police									
Observateurs militaires	68 140,2	62 621,1	91,9	63 665,1	46 694,1	73,3	57 506,0	(6 159,1)	(9,7)
Contingents	2 476 596,0	2 437 863,4	98,4	2 411 231,4	2 209 832,1	91,6	2 440 364,9	29 133,5	1,2
Police des Nations Unies	119 433,8	98 982,7	82,9	110 210,3	72 126,7	65,4	100 463,8	(9 746,5)	(8,8)
Unités de police constituées	249 552,8	232 005,8	93,0	211 610,9	184 006,2	87,0	207 761,0	(3 849,9)	(1,8)
Total partiel	2 913 722,8	2 831 473,0	97,2	2 796 717,7	2 512 659,1	89,8	2 806 095,7	9 378,0	0,3
Personnel civil									
Personnel recruté sur le plan international	1 278 604,8	1 255 810,4	98,2	1 209 106,5	871 770,4	72,1	1 240 182,3	31 075,8	2,6
Personnel recruté sur le plan national	392 749,3	420 894,3	107,2	382 712,1	287 767,7	75,2	394 324,8	11 612,7	3,0
Volontaires des Nations Unies	78 417,3	81 424,3	103,8	82 278,6	76 952,3	93,5	85 301,5	3 022,9	3,7
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	54 148,4	54 807,8	101,2	43 147,3	36 112,9	83,7	28 261,5	(14 885,8)	(34,5)
Personnel fourni par des gouvernements	13 486,5	11 985,7	88,9	11 438,7	8 184,2	71,5	11 564,3	125,6	1,1
Total partiel	1 817 406,3	1 824 922,5	100,4	1 728 683,2	1 280 787,5	74,1	1 759 634,4	30 951,2	1,8
Dépenses opérationnelles									
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	7 610,2	6 164,7	81	6 390,0	4 149,6	64,9	6 068,8	(321,2)	(5,0)
Voyages officiels	32 782,4	17 569,9	53,6	25 575,5	16 011,7	62,6	25 508,2	(67,3)	(0,3)
Installations et infrastructures	581 481,9	582 291,8	100,1	481 333,1	380 080,3	79,0	507 572,5	26 239,4	5,5
Transports terrestres	94 972,7	93 490,4	98,4	79 268,6	70 186,8	88,5	97 096,4	17 827,8	22,5
Opérations aériennes	617 623,7	473 570,3	76,7	553 560,2	405 013,8	73,2	594 389,2	40 829,0	7,4
Opérations maritimes ou fluviales	4 204,6	13 598,1	323,4	5 509,5	3 998,7	72,6	6 870,2	1 360,7	24,7

Catégorie de dépenses	2020/21			2021/22			2022/23	Variation	
	Montant alloué	Dépenses	Pourcentage	Montant alloué ^a	Dépenses ^b	Pourcentage	Dépenses prévues	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2)/(1)	(4)	(5)	(6) = (5)/(4)	(7)	(8) = (7) - (4)	(9) = (8)/(7)
Communications et informatique	288 488,6	309 421,0	107,3	279 812,4	232 805,9	83,2	275 474,5	(4 337,9)	(1,6)
Santé	34 671,2	36 892,8	106,4	31 940,5	24 438,2	76,5	29 999,7	(1 940,8)	(6,1)
Matériel spécial	–	–	–	100,0	0,0	0,0	–	(100,0)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	380 386,2	371 087,6	97,6	337 159,5	291 185,7	86,4	349 770,6	12 611,1	3,7
Projets à effet rapide	12 500,0	12 358,8	98,9	13 000,0	10 210,7	78,5	13 350,0	350,0	2,7
Total partiel	2 054 721,5	1 916 445,4	93,3	1 813 649,3	1 438 081,3	79,3	1 906 100,1	92 450,8	5,1
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	100	15 799,5	15 799,5	100,0	17 196,9	1 397,4	8,8
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	100	868,5	868,5	100,0	868,5	–	–
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	70,5	3 881,6	2 300,0	59,3	3 881,6	–	–
Maintenance d'Umoja et services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	113,6	18 221,4	9 375,7	51,5	18 588,6	367,2	2,0
Total Brut	6 822 035,7	6 610 340,9	96,9	6 377 821,2	5 259 871,6	82,5	6 512 365,8	134 544,6	2,1
Recettes provenant des contributions du personnel	178 305,2	182 039,0	(102,0)	165 326,0	124 630,5	75,4	167 457,0	2 131,0	1,3
Total Net	6 643 730,5	6 428 301,9	96,8	6 212 495,2	5 135 241,1	82,7	6 344 908,8	132 413,6	2,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 022,0	615,6	60,2	962,0	152,9	15,9	827,7	(134,3)	(14,0)
Total	6 823 057,7	6 610 956,5	96,9	6 378 783,2	5 260 024,5	82,5	6 513 193,5	134 410,3	2,1

^a Compte non tenu de l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant de 67,5 millions de dollars pour la FISNUA pour l'exercice 2021/22, qui a été approuvée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le 23 mars 2022.

^b Au 31 mars 2022.

Annexe IV

Coefficients d'ajustement

Tableau 1
Coefficients d'ajustement de juillet 2020 à juin 2021

Mission	Pays	2020						2021					
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
MINURSO	Algérie	35,9	35,9	35,9	35,9	35,9	35,9	33,4	33,4	34,2	38,8	38,8	38,8
	Maroc	27,9	27,9	27,9	27,9	30,9	30,9	28,5	28,5	32,0	32,0	35,1	35,1
MINUSCA	République centrafricaine	61,5	61,5	61,5	61,5	63,1	63,1	60,1	60,1	63,7	63,7	63,7	63,7
MONUSCO	République démocratique du Congo	53,8	53,8	53,8	53,8	54,1	54,1	51,2	51,2	53,0	53,0	53,0	53,0
FNUOD	Israël	72,5	72,5	72,5	72,5	74,0	74,0	70,8	70,8	76,5	76,5	76,5	76,5
	République arabe syrienne	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
UNFICYP	Chypre	23,6	27,5	28,1	27,1	27,2	29,1	28,7	28,4	26,6	24,6	28,1	28,9
FINUL	Liban	47,3	48,9	50,4	50,8	51,6	52,6	50,4	51,5	52,1	53,1	54,9	56,7
MINUSMA	Mali	29,0	29,0	45,8	45,8	46,6	46,6	43,9	43,9	47,3	47,3	47,3	47,3
MINUK	Serbie	29,2	29,2	29,2	29,2	31,7	31,7	29,2	29,2	33,1	33,1	33,1	33,1
BANUS	Somalie	43,4	43,4	43,4	43,4	43,4	43,4	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7
FISNUA	Soudan	52,4	54,9	56,8	61,6	67,1	71,1	70,1	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0
MINUSS	Soudan du Sud	61,5	61,5	61,5	61,5	61,5	61,5	58,5	58,5	60,2	60,2	60,2	60,2
BSLB	Italie	27,2	31,2	31,8	30,8	30,9	32,9	32,4	32,1	30,3	28,2	31,8	32,7
	Espagne	31,0	35,2	35,9	34,8	34,9	36,9	36,5	36,2	34,3	32,1	35,9	36,7
Centre de services régional d'Entebbe	Ouganda	24,6	24,6	24,6	24,6	25,2	25,2	22,9	22,9	25,2	25,2	25,2	25,2
	République démocratique du Congo	53,8	53,8	53,8	53,8	54,1	54,1	51,2	51,2	53,0	53,0	53,0	53,0
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	États-Unis d'Amérique	70,3	70,3	70,3	70,3	70,3	70,3	67,1	69,3	69,3	69,3	69,3	69,3

Tableau 2
Coefficients d'ajustement de juillet 2021 à mars 2022

Mission	Pays	2021						2022		
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
MINURSO	Algérie	40,1	40,1	40,1	40,1	41,0	41,0	39,7	39,7	40,0
	Maroc	35,9	35,9	35,9	35,9	35,9	35,9	34,7	34,7	34,7
MINUSCA	République centrafricaine	66,1	66,1	66,1	66,1	66,1	66,1	64,6	64,6	64,6
MONUSCO	République démocratique du Congo	54,1	59,4	59,4	59,4	59,7	59,7	58,2	58,2	58,7
FNUOD	Israël	79,8	79,8	79,8	79,8	80,9	80,9	79,3	79,3	79,3
	République arabe syrienne	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	27,6	27,6	27,6
UNFICYP	Chypre	26,5	26,1	25,3	23,7	22,2	20,3	20,6	25,1	21,0
FINUL	Liban	60,3	61,4	63,2	70,2	73,7	78,2	82,2	88,9	95,1
MINUSMA	Mali	49,7	49,7	49,7	49,7	49,7	49,7	48,3	48,3	48,3
MINUK	Serbie	34,2	34,2	34,2	34,2	34,2	34,2	33,0	33,0	33,0
BANUS	Somalie	42,0	42,0	42,0	42,0	43,3	43,3	42,0	47,8	48,5
FISNUA	Soudan	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	72,4	72,4	72,4
MINUSS	Soudan du Sud	60,2	60,2	60,2	60,2	60,2	60,2	58,7	58,7	58,7
BSLB	Italie	30,2	29,8	29,0	27,3	25,7	23,7	24,1	27,0	22,8
	Espagne	4,2	33,7	32,9	31,2	29,6	27,5	27,9	33,8	29,3
Centre de services régional d'Entebbe	Ouganda	27,3	27,3	27,3	27,3	28,0	28,0	26,8	26,8	35,1
	République démocratique du Congo	54,1	59,4	59,4	59,4	59,7	59,7	58,2	58,2	58,7
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	États-Unis d'Amérique	69,3	69,3	69,3	69,3	69,3	69,3	67,8	73,8	73,8